



RAPPORT ANNUEL

2005
2006

L'AN UN DE LA
PLANIFICATION
STRATÉGIQUE



La Fédération
des commissions
scolaires
du Québec

MISSION

DE LA FÉDÉRATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

Au début des années 40, plusieurs commissions scolaires ont vu les avantages de se doter d'un organisme qui coordonnerait leurs travaux et qui leur permettrait d'unifier leurs actions. C'est donc pour remplir ce double mandat que la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec est créée en 1947. Elle conserve d'ailleurs cette appellation jusqu'en juin 1991, sa position favorable à la création de commissions scolaires linguistiques l'incitant à adopter le nom de Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ).

La FCSQ est un organisme privé qui regroupe la totalité des commissions scolaires francophones du Québec ainsi que la Commission scolaire du Littoral. Tout en conservant ses tâches premières de coordination et d'unification des commissions scolaires, la mission de la Fédération s'est élargie au fil des ans pour atteindre deux objectifs principaux : défendre avec détermination les intérêts des commissions scolaires et contribuer à promouvoir le système public d'éducation.

L'AN 1

DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 2005 - 2008

Le 14 mai 2005, l'assemblée générale de la Fédération des commissions scolaires du Québec a adopté la Planification stratégique 2005-2008. Cette nouvelle planification stratégique tient compte des attentes exprimées par nos élèves au Forum jeunesse tenu lors du congrès d'orientation de la FCSQ des 12 et 13 mai 2005. Elle s'inscrit ainsi dans le processus de transformation de notre société et place les commissions scolaires et l'école publique au cœur du développement du Québec.

Les enjeux majeurs de la FCSQ s'articulent autour des sept orientations stratégiques suivantes.

1. La commission scolaire : une instance de gouvernance décentralisée, essentielle pour le développement local et régional
2. Une école publique au cœur de la réussite de toute une collectivité : l'école communautaire
3. La mission éducative : une école publique qui, à travers une diversité de modèles adaptés, répond à l'ensemble des besoins des jeunes et des adultes

4. La formation professionnelle : une voie de qualification et de diversification nécessaire à une plus grande réussite des jeunes et des adultes et au développement des régions
5. Les ressources matérielles et financières : des moyens d'assurer le développement de l'éducation publique et son accessibilité pour répondre aux besoins du Québec de demain
6. Les ressources humaines : au cœur de la réussite
7. Des services aux membres adaptés à l'évolution des commissions scolaires en changement

Ce rapport annuel se veut donc le reflet du travail accompli par la Fédération, dans le cadre de l'an 1 de la planification stratégique, pour représenter au mieux les intérêts de ses membres, répondre à leurs besoins et leur offrir des services de haute qualité.



Des gains importants pour les commissions scolaires et les élèves

Plusieurs événements et dossiers ont fortement marqué les actions de notre Fédération en 2005-2006. Ils témoignent, comme nous le verrons dans ce rapport, du rôle important des commissions scolaires dans la société québécoise que je représente avec beaucoup de fierté.

Ce fut, sans contredit, l'année des négociations, avec la conclusion d'ententes sur les aspects normatifs avec la plupart des syndicats représentant le personnel des commissions scolaires. La Fédération a été présente également au sein de trois équipes de travail issues du Forum des générations. Nous avons adopté, en assemblée générale, un ambitieux plan d'action sur la démocratie scolaire ainsi qu'une nouvelle Planification stratégique 2005-2008 qui a été développée dans le cadre du congrès *Le goût du public* des 12 et 13 mai à Montréal.

S'ajoutent à ces actions politiques, des représentations soutenues auprès du gouvernement pour assurer aux commissions scolaires le financement des coûts de système et des mesures de réinvestissement pour les élèves en difficulté, les équipements et le maintien des actifs immobiliers.

Négociations: ajout de ressources de 100 M\$

Nul doute que les ententes de principe intervenues avec le personnel des commissions scolaires, à l'exception du personnel professionnel, ont constitué des gains importants pour les commissions scolaires et les élèves. Mentionnons uniquement l'ajout de 100 M\$ pour aider les élèves en difficulté et soutenir le travail des enseignants, une priorité de notre réseau, et plus de souplesse dans l'organisation du travail; deux mesures en faveur de la réussite des élèves comme le souhaitaient les commissions scolaires.

Ces résultats majeurs sont le fruit d'un excellent travail de notre équipe de négociation, d'une solidarité importante des commissions scolaires et d'un partenariat étroit avec

le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Nous avons dit que nous serions présents dans cette négociation jusqu'à la fin et ce fut le cas, à notre grande satisfaction.

Par ailleurs, en suivi à notre assemblée générale annuelle, la Fédération a déposé au gouvernement un rapport visant à valoriser la démocratie scolaire et à améliorer la marge de manœuvre des commissions scolaires afin de pouvoir répondre davantage à des préoccupations locales et régionales.

Une nouvelle planification stratégique: l'an 1

Nous avons aussi mis en œuvre notre nouvelle Planification stratégique 2005-2008 qui a entraîné des interventions importantes de la Fédération, comme vous serez à même de l'apprécier dans les pages qui suivent. Ces interventions visaient notamment à valoriser la démocratie scolaire, à promouvoir l'école publique et à augmenter le nombre de jeunes en formation professionnelle.

Un accent particulier a également été mis sur le dossier des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, notamment dans le cadre des négociations, mais aussi au chapitre du financement et de la mobilisation de notre réseau pour cette question en organisant un colloque important sur l'adaptation scolaire.

Comme je le mentionnais plus haut, nous avons participé activement aux débats qui ont résulté de trois rapports majeurs du gouvernement sur l'école communautaire, le maintien de l'accès à des services éducatifs de qualité et l'amélioration de saines habitudes de vie chez les jeunes. Nous devons porter une attention particulière aux plans d'action gouvernementaux qui émergeront de ces rapports qui interpellent à plusieurs niveaux les responsabilités des commissions scolaires, notamment la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009.

Pour terminer, il m'apparaît opportun de souligner le travail majeur accompli par la Fédération pour outiller les commissions scolaires dans la préparation d'une politique sur les frais exigés des parents. Parce que c'est un dossier important pour les commissions scolaires, la Fédération n'a pas hésité à consacrer des ressources à l'élaboration d'un *Cadre de référence pour l'élaboration d'une politique relative aux contributions financières exigées des parents ou des usagers*, document qui a été présenté lors d'une rencontre des présidentes, des présidents et des directions générales en décembre 2005.

Hommage à un grand gestionnaire

Parmi les événements qui ont marqué la dernière année à la Fédération, il faut souligner particulièrement la décision de notre directeur général, M. Réjean Morel, de prendre une retraite bien méritée après une carrière remplie de succès tant dans l'appareil gouvernemental, particulièrement au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, qu'au cours des sept dernières années à la Fédération.

Dans ce rapport annuel, qui sera son dernier à titre de directeur général de la Fédération, je tiens à souligner ses qualités de visionnaire, de stratège, de communicateur, de gestionnaire, de travailleur infatigable qui n'a jamais compté ses heures pour servir les commissions scolaires. Son expérience dans le financement des commissions scolaires a été un atout précieux pour nos membres.

À titre plus personnel, je tiens à le remercier pour son soutien de tous les instants, sa loyauté à mon égard et à l'égard des instances politiques de la Fédération. Réjean Morel a été une inspiration pour la Fédération et pour les commissions scolaires. Je lui souhaite une heureuse retraite et je sais qu'il sera toujours un ardent défenseur du système public d'éducation et des commissions scolaires. Merci Réjean!

Une combinaison gagnante

Comme vous le constaterez à la lecture de ce rapport annuel, les gains importants réalisés au cours de la dernière année, pour nos élèves jeunes et adultes, découlent pour une bonne part de notre solidarité et de l'expertise des élus et des gestionnaires. Cette combinaison gagnante nous permet de présenter des positions crédibles à nos différents interlocuteurs et partenaires.

Ce bilan de l'exercice 2005-2006 est justement celui de cette concertation avec nos partenaires et du travail assidu et consciencieux de nos instances : les sessions du bureau de direction, les rencontres du conseil général, les sessions conjointes de travail avec les présidentes, les présidents et

les directions générales, notre assemblée générale annuelle et les réflexions des trois commissions permanentes. À cela, s'ajoutent un travail efficace de coordination en région et nos diverses activités de formation.

Je voudrais aussi profiter de l'occasion pour remercier les élus scolaires et les directions générales qui m'ont accueilli dans toutes les régions du Québec, pour échanger sur les enjeux et les défis des commissions scolaires et de la Fédération.

Enfin, nos succès reposent, pour une bonne part, sur une concertation privilégiée avec l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires (ADIGECS) dans une multitude de dossiers, mais aussi avec l'Association des cadres scolaires du Québec (ACSQ) et les trois associations qui regroupent les directions d'établissement, soit la Fédération québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement (FQDE), l'Association québécoise du personnel de direction des écoles (AQPDE) et l'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire (AMDES). Il faut en outre souligner la coordination de nos actions avec le réseau des commissions scolaires anglophones et la concertation avec la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ), particulièrement dans les dossiers de la promotion et de la défense de l'école publique et des négociations.

Nos réussites reposent aussi sur une présence politique continue de la Fédération dans les débats publics, autant par une présence médiatique forte que par différentes rencontres avec le premier ministre et des ministres du gouvernement, les représentants de leur cabinet ainsi que par nos participations à diverses commissions parlementaires, colloques, congrès, sommet, etc. Vous trouverez à la page suivante la liste de mes activités en 2005-2006.

Je conclurai ce rapport en remerciant, pour leur soutien, la vice-présidente, les membres du bureau de direction, le directeur général, le personnel de la Fédération ainsi que les élus qui se sont toujours dévoués pour faire réussir et s'épanouir les élèves que nous accueillons chaque jour dans notre merveilleux système public d'éducation.

Bref, en lisant ce rapport annuel, vous constaterez, j'en suis convaincu, la grande détermination de la Fédération à répondre le mieux possible aux préoccupations de ses membres.



André Caron
Président

ACTIVITÉS DU PRÉSIDENT

Participation à des rencontres

- Premier ministre du Québec
- Conseil du trésor
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Ministère de la Culture et des Communications
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
- Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine
- Ministère des Finances
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère des Transports
- Ministère du Travail
- Association des cadres scolaires du Québec
- Association des commissions scolaires anglophones du Québec
- Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec
- Association des propriétaires d'autobus du Québec
- Association du transport écolier du Québec
- Association montréalaise des directions d'établissement scolaire
- Association québécoise du personnel de direction des écoles
- Association québécoise du loisir municipal
- Centrale des syndicats du Québec
- Conseil du patronat du Québec
- Fédération des cégeps
- Fédération des comités de parents du Québec
- Fédération étudiante collégiale du Québec
- Fédération étudiante universitaire du Québec
- Fédération québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement
- Fédération québécoise des municipalités

- Fédération québécoise du sport étudiant
- Fédération des syndicats de l'enseignement
- Solidarité rurale du Québec
- Union des municipalités du Québec

Participation à des événements

- Colloque de la Fondation de l'entrepreneurship
- Colloque de l'Association des cadres scolaires du Québec
- Congrès de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec
- Congrès de l'Association du transport écolier du Québec
- Congrès de l'Association des propriétaires d'autobus du Québec
- Congrès de l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec
- Congrès de l'Association québécoise du personnel de direction des écoles
- Congrès de l'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire
- Congrès de la Fédération des comités de parents du Québec
- Congrès de la Fédération québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement
- Réunion nationale de la Société GRICS
- Colloque de l'Association québécoise d'information scolaire et professionnelle

Présence en région

- Rencontres avec les représentants et représentantes des commissions scolaires dans le cadre d'activités régionales telles que : conférences de presse, colloques et remises de l'Ordre du mérite
- Tournée de la rentrée scolaire

INSTANCES POLITIQUES

Les élus scolaires sont au cœur du processus décisionnel de la Fédération des commissions scolaires du Québec. Comme il est prévu dans la loi constitutive et les règlements généraux de la FCSQ, trois instances donnent aux élus scolaires l'occasion de faire entendre leur voix : l'assemblée générale, le conseil général et le bureau de direction. Ainsi, ils sont directement engagés dans la définition des orientations et la gestion de la Fédération.

■ ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Mandat

L'assemblée générale est la dépositaire de l'autorité finale et suprême au sein de la Fédération. Elle détermine les politiques générales, les objectifs majeurs ainsi que les grandes lignes d'action de la Fédération. Elle tient une séance annuelle, mais des séances extraordinaires peuvent également s'ajouter à l'occasion sur des sujets d'importance. Elle est composée d'élus scolaires, délégués annuellement par les commissions scolaires, et leur nombre varie selon la clientèle de chaque commission scolaire membre.

Réalisations

- 58^e Assemblée générale tenue les 13 et 14 mai 2005 avec la participation de 319 délégués.
- Adoption du *Rapport annuel 2004-2005*.
- Adoption de la Planification stratégique 2005-2008.
- Adoption du plan d'action pour accroître la participation de la population aux élections scolaires.
- Élection à la présidence et à la vice-présidence.
- Adoption des états financiers, des prévisions budgétaires et de la cotisation des membres.

■ CONSEIL GÉNÉRAL

Mandat

Le conseil général de la Fédération est composé du président et de la vice-présidente, élus par l'assemblée générale, ainsi que du président ou de la présidente de chacune des commissions scolaires membres ou de la représentante ou du représentant qu'elle désigne, de même que de l'administrateur de la Commission scolaire du Littoral.

Le principal mandat du conseil général est d'exécuter les décisions de l'assemblée générale et de mettre en application les résolutions de cette dernière concernant les politiques générales, les objectifs et les grandes lignes d'action.

Réalisations

- Adoption de nombreux dossiers touchant, entre autres sujets.
 - La démocratie scolaire
 - L'éducation à la citoyenneté
 - La négociation des conventions collectives
 - Le service d'animation spirituelle et d'engagement communautaire
 - Le plan d'action sur la lecture à l'école
 - Les écoles grecques associées
 - Le soutien en adaptation scolaire
 - L'allongement du temps d'enseignement au primaire
 - Le soutien à la négociation locale
 - Les orientations face au projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale
- Étude et adoption des documents suivants.
 - Mémoire portant sur l'impact de l'ajout de 90 minutes de services éducatifs à l'enseignement primaire
 - Projet de pacte fiscal entre le gouvernement et les commissions scolaires
 - Mémoire sur la diversification de la formation au secondaire
 - La démocratie scolaire : accroître l'intérêt et la participation aux élections scolaires
 - Position de la FCSQ concernant la proposition de régionalisation du MELS

Le conseil général s'est réuni à sept reprises, dont trois en sessions extraordinaires.

■ MEMBRES DU BUREAU DE DIRECTION

Mandat

Le bureau de direction est composé de neuf membres : le président et la vice-présidente élus par l'assemblée générale et sept membres dont un vient de la région de la Montérégie et un de la région de Montréal. Ses principales fonctions sont de faire des recommandations au conseil général, d'assurer la surveillance et l'exécution des mandats du conseil et de voir à la gestion financière et au contrôle du budget.

Réalisations

- Mémoire sur le projet de règles budgétaires 2005-2006 pour les commissions scolaires.
- Avis de la FCSQ dans le cadre de la consultation sur la Stratégie d'action jeunesse 2005-2008.
- Participation à la mise en place d'un Réseau des écoles associées de l'Unesco au Québec.
- Avis de la FCSQ concernant les positions du MELS sur la régionalisation.
- Mémoire présenté par la FCSQ et l'ADIGECS concernant le projet de loi no 95 modifiant diverses dispositions législatives de matière confessionnelle dans le domaine de l'éducation.
- Mémoire présenté par la FCSQ et l'ADIGECS à la Commission de l'éducation dans le cadre de la consultation générale sur le projet de loi no 106.

Le bureau de direction s'est réuni à dix reprises, dont trois en sessions extraordinaires.



André Caron
Président de la FCSQ
Commissaire à la Commission
scolaire des Premières-Seigneuries



Josée Bouchard
Vice-présidente de la FCSQ
Présidente de la Commission scolaire
du Lac-Saint-Jean



Ginette Côté
Présidente de la Commission
scolaire de l'Estuaire



Suzanne Durivage
Présidente de la Commission
scolaire des Hauts-Cantons



Sonia Gagné-Lalonde
Vice-présidente de
la Commission scolaire
Marguerite-Bourgeoys



Gaétan Gilbert
Président de la Commission
scolaire de l'Or-et-des-Bois



Claude Langlais
Président de la Commission scolaire
de Kamouraska-Rivière-du-Loup



Yvon Lemire
Président de la Commission
scolaire du Chemin-du-Roy



Denis Rajotte
Président de la Commission
scolaire de Sorel-Tracy

■ MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL

André Caron¹

Président de la FCSQ
Commissaire à la Commission scolaire
des Premières-Seigneuries

Josée Bouchard¹

Vice-présidente de la FCSQ
Présidente de la Commission scolaire
du Lac-Saint-Jean

Suzan Amyot

Présidente de la Commission scolaire
de la Baie-James

Michel Arcand

Président de la Commission scolaire
des Laurentides

Vincent Arciresi

Président de la Commission scolaire
de la Pointe-de-l'Île

Marjolaine Arsenault

Présidente de la Commission scolaire
de la Rivéraine

Lise Beaulieu

Présidente de la Commission scolaire
de Rouyn-Noranda

Jean-Claude Bergeron

Président de la Commission scolaire
du Lac-Témiscamingue

Denys Bertrand

Président de la Commission scolaire
de la Côte-du-Sud

Jocelyn Blondin

Président de la Commission scolaire
des Portages-de-l'Outaouais

Danièle Bolduc

Présidente de la Commission scolaire
de l'Énergie
Jean-Yves Laforest
(jusqu'en février 2006)

Andrée Bouchard

Présidente de la Commission scolaire
des Hautes-Rivières

Gilles Boudrias

Président de la Commission scolaire
de la Région-de-Sherbrooke

Léopold Castonguay

Président de la Commission scolaire
des Navigateurs

Francine Charbonneau

Présidente de la Commission
scolaire de Laval

Suzanne Chartrand

Présidente de la Commission scolaire
des Patriotes

Ginette Côté

Présidente de la Commission scolaire
de l'Estuaire

Jean Couture

Président de la Commission scolaire
René-Lévesque

Marguerite Couture

Présidente de la Commission scolaire
du Lac-Abitibi

Francine Cyr

Présidente de la Commission scolaire
des Îles

Lucie Désilets

Présidente de la Commission scolaire
Marie-Victorin

Huguette Desrochers

Présidente de la Commission scolaire
des Sommets

Michel Duchesne

Président de la Commission scolaire
de la Vallée-des-Tisserands

Suzanne Durivage

Présidente de la Commission scolaire
des Hauts-Cantons

Christine Émond-Lapointe¹

Présidente de la Commission scolaire
des Draveurs

Richard Flibotte

Président de la Commission scolaire
de Saint-Hyacinthe

Paule Fortier¹

Présidente de la Commission scolaire
de la Seigneurie-des-Mille-Îles

Liz S. Gagné

Présidente de la Commission scolaire
des Rives-du-Saguenay

Sonia Gagné-Lalonde

Vice-présidente de la Commission
scolaire Marguerite-Bourgeoys

Claude Gélinas

Président de la Commission scolaire
des Découvreurs

Gaétan Gilbert

Président de la Commission scolaire
de l'Or-et-des-Bois

Murielle Gingras

Présidente de la Commission scolaire
de la Capitale

Jean Jetté

Président de la Commission scolaire
des Samares

Marie-Louise Kerneis

Présidente de la Commission scolaire
des Grandes-Seigneuries

Claude Langlais¹

Président de la Commission scolaire
de Kamouraska-Rivière-du-Loup

Denis Langlois

Président de la Commission scolaire
des Appalaches

Claudette Larivée

Présidente de la Commission scolaire
de la Rivière-du-Nord

Charles-Henri Lecours
Président de la Commission scolaire
de la Beauce-Etchemin

Yvon Lemire
Président de la Commission scolaire
du Chemin-du-Roy

Myriam Lessard
Présidente de la Commission scolaire
De La Jonquière

Martine Loignon
Présidente de la Commission scolaire
Pierre-Neveu

Jeanne d'Arc Marcoux
Présidente de la Commission scolaire
des Premières-Seigneuries

Léopold Marquis
Président de la Commission scolaire
des Monts-et-Marées

Luc Maurice
Président de la Commission scolaire
au Cœur-des-Vallées

Alain Meloche
Président de la Commission scolaire
des Chênes

Daniel Moreau
Président de la Commission scolaire
des Hauts-Bois-de-l'Outaouais

Luc Noël
Président de la Commission scolaire
de la Moyenne-Côte-Nord

Méderic O'Brien
Administrateur de la Commission
scolaire du Littoral

Guilmont Pelletier
Président de la Commission scolaire
du Fleuve-et-des-Lacs

Denis Rajotte
Président de la Commission scolaire
de Sorel-Tracy

Paulette S.-Rancourt
Vice-présidente de la Commission
scolaire des Bois-Francs

Rémi Rousseau
Président de la Commission scolaire
du Pays-des-Bleuets

Clément Roy
Président de la Commission scolaire
Harricana

Diane Schetagne
Présidente de la Commission scolaire
des Trois-Lacs

Viviane Schofield
Présidente de la Commission scolaire
du Val-des-Cerfs

Pâquerette Sergerie
Présidente de la Commission scolaire
des Chic-Chocs

Benoît Simard
Président de la Commission scolaire
de Charlevoix

Roxanne Thibeault
Vice-présidente de la Commission
scolaire du Lac-Saint-Jean

Daniel Thiffault
Président de la Commission scolaire
des Affluents
Pierrette Beauvais
(jusqu'en décembre 2005)

Serge Tremblay
Président de la Commission scolaire
de Portneuf

Paul Trottier
Vice-président de la Commission
scolaire de Montréal

Raymond Tudeau
Président de la Commission scolaire
des Phares

Rodrigue Vigneault
Président de la Commission scolaire
du Fer

*Représentante de l'Association
des directeurs généraux des
commissions scolaires*

Susan Tremblay
Vice-présidente de l'ADIGECS
Directrice générale de la Commission
scolaire des Grandes-Seigneuries

¹ Membre du Comité du budget
2005-2006



Une Fédération crédible Des résultats positifs

Comme c'est mon dernier rapport annuel, c'est avec beaucoup d'émotion, mais aussi beaucoup de fierté que je présente ce rapport d'activité de la Fédération des commissions scolaires du Québec pour l'année 2005-2006.

Notre organisme, encore cette année, a été au cœur de plusieurs dossiers majeurs touchant les commissions scolaires. Mais sans contredit, c'est le dossier des négociations des conventions collectives qui retient notre attention.

On peut dire mission accomplie! En plus d'obtenir des ressources supplémentaires importantes pour améliorer les services aux élèves en difficulté, nous avons négocié une amélioration sensible dans la gestion des conventions collectives, ce qui va contribuer grandement à assurer de meilleurs services aux élèves. Deux exemples concrets me viennent rapidement en tête. Le fait qu'un établissement puisse adapter des dispositions de la convention collective des enseignants à la réalité de son milieu va permettre nécessairement un meilleur service aux élèves et contribuer, sans aucun doute, à leur réussite. Il en est de même pour la flexibilité obtenue dans l'affectation des postes du personnel de soutien.

Ces modifications n'ont pas eu comme effet de détériorer les conditions de travail de notre personnel, tel n'était pas notre objectif, mais d'ajuster les dispositions des conventions collectives aux réalités actuelles afin de rendre de meilleurs services aux élèves.

Une solidarité exemplaire

Si des résultats positifs ont pu être atteints, c'est parce que la Fédération a su établir une crédibilité auprès des décideurs gouvernementaux par la compétence de son personnel et par la solidarité des commissions scolaires membres. Le climat de travail n'a pas été facile dans les commissions scolaires et les établissements au cours de la dernière année, mais les commissions scolaires ont su gérer les moyens de pression avec autorité et respect, en démontrant qu'elles étaient des employeurs responsables. Nos revendications à titre d'employeur étaient tout aussi légitimes que celles des syndicats et notre détermination à faire valoir nos positions a porté fruit.

Merci à toutes les commissions scolaires pour leur solidarité et leur appui. Merci aussi à ceux et à celles, tant aux tables de négociation qu'à la gestion quotidienne des dossiers, qui ont mis des efforts considérables dans l'exercice de leur fonction. Il nous reste maintenant à mettre en œuvre tous ces changements.

La Fédération a eu aussi à intervenir dans une multitude d'autres dossiers, tout aussi importants, tels le renouveau pédagogique au secondaire, le transport scolaire, le financement des commissions scolaires, la démocratie scolaire, la formation professionnelle, la régionalisation, la politique des frais exigés des parents, etc. Les interventions de la Fédération se sont faites par des actions politiques, par la présence à des dizaines de comités ou groupes de travail, par le dépôt de mémoires ou de rapports, ou par des cadres de référence mis à la disposition des commissions scolaires.

La Fédération a poursuivi ses actions dans ses communications aux commissions scolaires et auprès des médias, dans la formation des élus scolaires et des gestionnaires, dans des avis juridiques nombreux, etc. Tout cela a été possible grâce au fait que la Fédération dispose d'un personnel compétent et dévoué.

Je souhaite ardemment que les commissions scolaires donnent l'espace budgétaire nécessaire pour que la Fédération puisse continuer son action afin de défendre adéquatement les intérêts de ses membres et du système public d'éducation. La turbulence des dernières années n'est pas finie, loin de là, car les finances publiques vont continuellement interpellier toutes les organisations publiques. Il est essentiel d'assurer la pérennité de notre réseau public d'éducation qui joue un rôle majeur dans le développement du Québec.

Pour terminer, je me dois de remercier les instances politiques de la Fédération, la présidence, la vice-présidence, le bureau de direction, le conseil général et l'assemblée générale qui m'ont tellement fait confiance et appuyé au cours des sept dernières années.

Un merci particulier au président, qui a su, au cours de ces années, jouer son rôle politique tout en me laissant l'espace nécessaire pour une gestion efficace de l'administration de notre Fédération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Réjean Morel', written in a cursive style.

Réjean Morel
Directeur général

COMMISSIONS PERMANENTES DU CONSEIL GÉNÉRAL

Le conseil général de la Fédération est doté de trois commissions permanentes en lien avec la planification stratégique : la Commission permanente sur les enjeux politiques et financiers, la Commission permanente sur les ressources humaines et la Commission permanente sur la mission éducative. Composées de membres du conseil général, ces commissions exercent un rôle important pour développer des stratégies et des orientations au regard des différents dossiers traités. Elles ont aussi la responsabilité de faire des analyses et de formuler des recommandations appropriées au conseil général.

■ COMMISSION PERMANENTE SUR LES ENJEUX POLITIQUES ET FINANCIERS

Au cours de l'année 2005-2006, la Commission permanente sur les enjeux politiques et financiers a particulièrement porté son attention sur les sujets entourant la gouvernance des commissions scolaires dans le développement local et régional, de même que les ressources matérielles et financières nécessaires pour assurer le développement de l'éducation publique ainsi que son accessibilité.

Réalisations

Dans la foulée des objectifs définis dans son plan d'action, la commission permanente a particulièrement traité les points suivants.

- La place de l'éducation dans le cadre des travaux des équipes de travail créées à la suite du Forum des générations :
 - l'examen des recommandations du rapport sur le maintien de l'accès à des services éducatifs de qualité;
 - l'étude des recommandations du rapport sur le développement de l'école communautaire afin de permettre à la FCSQ de préparer un plan d'action;
 - l'analyse des orientations du rapport sur l'amélioration des saines habitudes de vie chez les jeunes.
- La décentralisation et la régionalisation concernant notamment les tables interordres, avec le suivi des propositions des conférences régionales des élus.
- Les discussions sur le pacte fiscal avec les municipalités.
- Les pistes de solution pour valoriser la démocratie scolaire (votation et révision de la Loi sur les élections scolaires).

- Les balises relatives aux contributions financières exigées des parents ou des usagers à la suite de l'adoption du projet de loi 106 modifiant la Loi sur l'instruction publique.
- La reconnaissance des besoins des commissions scolaires et de leurs priorités de financement dont les impacts de l'allongement du temps d'enseignement au primaire et la fiscalité scolaire.
- Les ajustements apportés au mode d'allocation pour la prochaine année scolaire.
- Les orientations à retenir en matière de sécurité des élèves et pour garantir l'accessibilité à l'éducation par l'intermédiaire du transport scolaire.

L'étude de ces dossiers lui a permis de proposer au conseil général des positions sur différents éléments.

- Le mémoire de la FCSQ portant sur le projet de règles budgétaires 2005-2006 des commissions scolaires ainsi que sur les ressources mises à leur disposition.
- La stratégie d'intervention pour revaloriser la démocratie scolaire.
- Le rappel au gouvernement que les coûts de système de l'éducation préscolaire, primaire et secondaire public doivent être financés en priorité et que des ressources supplémentaires sont requises pour implanter de nouveaux programmes ou en développer.
- D'autres dossiers ont retenu l'attention des membres tels la promotion de l'école publique, les travaux du Comité sur la sécurité du transport des élèves du ministère des Transports du Québec et les rôles politiques et administratifs des commissions scolaires dans un contexte de décentralisation.

Membres de la commission

Viviane Schofield, présidente

Michel Arcand

Pierrette Beauvais (jusqu'en décembre 2005)

Miville Boudreault

Gilles Boudrias

Ginette Côté

Lucie Désilets (jusqu'en mai 2005)

Michel Duchesne

Christine Émond-Lapointe

Paule Fortier

Liz S.-Gagné

Sonia Gagné-Lalonde

Claude Gélinas

Jean Jetté

Marie-Louise Kerneïš

Jean-Yves Laforest (jusqu'en novembre 2005)

Denis Langlois

Yvon Lemire

Léopold Marquis

Paulette S.-Rancourt

Daniel Thiffault

Clément Roy

Raymond Tudeau

Participe également aux rencontres

Serge Pelletier, représentant de l'ADIGECS

Cette commission a tenu quatre rencontres régulières et une rencontre extraordinaire au cours de l'année.

COMMISSIONS PERMANENTES DU CONSEIL GÉNÉRAL

■ COMMISSION PERMANENTE SUR LES RESSOURCES HUMAINES

L'année 2005-2006 a été particulièrement importante en matière de ressources humaines. On retiendra tout particulièrement l'aboutissement des négociations dans le secteur public après plusieurs années de travail et tous les travaux liés aux conditions de travail du personnel des commissions scolaires ainsi que ceux concernant la gestion des ressources humaines.

Réalisations

Dans la foulée des objectifs définis dans son plan d'action, la commission permanente a particulièrement traité les points suivants.

- Le suivi des travaux de négociation afin de s'assurer du respect des objectifs fixés par les commissions scolaires.
- Pour favoriser la cohésion des commissions scolaires et une information complète sur l'état des négociations, invitation des présidentes, présidents, directrices et directeurs généraux à participer à trois rencontres au cours desquelles le sujet des négociations a été abordé.
- L'analyse des moyens de pression mis en œuvre par les diverses organisations syndicales.
- L'élaboration du bilan de la ronde de négociations qui permettra à la Fédération de déterminer les actions ayant eu un impact positif sur le déroulement de ces négociations.
- Les conditions de travail des gestionnaires.
- L'impact de la mise en œuvre des nouveaux programmes sur les ressources humaines.
- La professionnalisation du personnel enseignant.
- Les problèmes de gestion des ressources humaines dans les commissions scolaires.
- La formation du personnel des commissions scolaires et celle des élus scolaires.

— La protection, la défense et la promotion des intérêts des commissions scolaires dans les dossiers qui ont un impact sur les ressources humaines.

L'étude de ces dossiers lui a permis de proposer au conseil général des positions sur différents éléments.

— La position de la Fédération dans le dossier de la négociation de la convention collective du personnel enseignant.

— Le soutien aux commissions scolaires en matière de négociations locales.

Membres de la commission

Jeanne d'Arc Marcoux, présidente

Andrée Bouchard

Josée Bouchard

Léopold Castonguay

Francine Charbonneau

Suzanne Chartrand

Jean Couture

Lucie Désilets

Suzanne Durivage

Gaétan Gilbert

Martine Loignon

Luc Maurice

Alain Meloche

Luc Noël

Guilmont Pelletier

Rémi Rousseau

Serge Tremblay

Paul Trottier

Rodrigue Vigneault

Participe également aux rencontres

Michel Simoncelli, représentant de l'ADIGECS

Cette commission a tenu quatre rencontres régulières et une rencontre extraordinaire au cours de l'année.

COMMISSIONS PERMANENTES DU CONSEIL GÉNÉRAL

■ COMMISSION PERMANENTE SUR LA MISSION ÉDUCATIVE

Au cours de la dernière année, la Commission permanente sur la mission éducative a principalement orienté ses activités sur les dossiers de l'adaptation scolaire et de la formation professionnelle.

Réalisations

Dans la foulée des objectifs qu'elle s'est donnés dans son plan d'action, la commission permanente a particulièrement traité des points suivants.

- Le renouveau pédagogique au primaire et au secondaire.
- L'adaptation scolaire.
- Les stratégies de réussite.
- La Stratégie d'action jeunesse 2006-2009.
- Le suivi aux travaux des équipes de travail issues du Forum des générations.
- Le partage des responsabilités entre les écoles et les commissions scolaires.
- La formation professionnelle.
- L'éducation des adultes et la formation continue.

L'étude de ces dossiers lui a permis de proposer au conseil général des positions sur différents éléments.

- Un appui à la mise à l'essai d'un programme de soutien à l'engagement communautaire destiné aux élèves des écoles secondaires dans lequel sont mis en pratique les principes de citoyenneté et de démocratie.
- Un avis au Conseil supérieur de l'éducation sur la diversification de la formation au secondaire.
- Un mandat donné à la Fédération de faire la promotion et la diffusion des différentes mesures du plan d'action ministériel sur la lecture à l'école et de soutenir les commissions scolaires dans la mise en œuvre de mesures pour améliorer l'accès à des ressources littéraires et documentaires variées.

- Une position au regard du développement du service d'animation spirituelle et d'engagement communautaire.
- Un mandat confié à la Fédération de soutenir les commissions scolaires et leurs établissements dans l'application de la nouvelle approche préconisée en adaptation scolaire dans le cadre de la convention collective des enseignants et dans la mise en place de solutions établies sur le plan local en suivi au rapport du Vérificateur général concernant l'aide aux élèves en difficulté.
- Une position sur les suites à donner au rapport du Comité de concertation sur le partage des responsabilités à l'égard des services éducatifs entre les écoles et les commissions scolaires.

Membres de la commission

Pâquerette Sergerie, présidente
Marjolaine Arsenault
Madeleine Aumond
Lise Beaulieu (jusqu'en mai 2005)
Pierrette Beauvais (jusqu'en mai 2005)
Jean-Claude Bergeron
Marguerite Couture
Huguette Desrochers
Richard Flibotte
Murielle Gingras
Claude Langlais
Claudette Larivée
Myriam Lessard
Henri-Paul Ménard
Diane Schetagne
Liz S.-Gagné (jusqu'en mai 2005)
Roxanne Thibeault

Participe également aux rencontres
Normande Lemieux, représentante de l'ADIGECS

Cette commission a tenu quatre rencontres régulières et une rencontre extraordinaire au cours de l'année.

UNE PRÉSENCE DANS TOUTES LES SPHÈRES D'ACTIVITÉ

■ COMITÉS OÙ SIÈGENT LA FCSQ ET SES REPRÉSENTANTS ET REPRÉSENTANTES

Financement

- Comité MELS – Réseau sur les ressources matérielles et financières (2)
 - Sous-comité sur la formation générale des jeunes (4)
 - Sous-comité sur la formation continue : formation professionnelle et formation générale des adultes (4)
 - Sous-comité sur le parc immobilier des commissions scolaires (4)
 - Sous-comité sur la révision des éléments du régime financier applicable aux commissions scolaires en 2005-2006 (4)
- Comité conjoint sur l'aide financière aux études (4)
- Comité consultatif sur le financement des commissions scolaires (3-4)
- Groupe de travail sur les frais exigés des parents (2)
- Groupe de travail sur le projet *Charlemagne* (4)

Formation professionnelle et formation continue

- Comité aviseur de l'Institut canadien de l'éducation des adultes (3)
- Groupe de travail sur l'intervention sectorielle (3)
- Groupe de coordination pour la mise en œuvre des AEP (3)
- Comité de concertation Emploi-Québec – FCSQ (3)
- Comité MELS – Concours *Chapeau, les filles!* (3-4)
- Comité mixte MELS - CS pour la formation continue (3)
 - Groupe de travail sur les aménagements législatifs et réglementaires (3-4)
 - Groupe de travail sur l'évaluation des compétences (4)
 - Groupe de travail sur les cibles en formation de base et animation communautaire (4)
 - Groupe de travail sur la formation à distance (4)

- Groupe de travail sur la reconnaissance des acquis et des compétences (4)
- Groupe de travail sur la mise en œuvre de la politique (4)
- Comité mixte MELS – CS en formation professionnelle (3)
 - Groupe de travail sur l'évaluation (4)
 - Groupe de travail sur l'alternance travail-études (4)
 - Groupe de travail sur les plans de réussite en formation professionnelle (4)
 - Groupe de travail sur les formations de courte durée en formation professionnelle (3-4)
 - Groupe de travail sur l'articulation des programmes et la continuité de la formation (4)
 - Groupe de travail sur la promotion et la valorisation de la formation professionnelle et technique (3-4)
 - Groupe de travail sur le régime pédagogique et l'instruction (4)
 - Groupe de travail sur l'agriculture (3)
- Comité national de suivi sur la politique de formation continue (1)
- Groupe de travail MELS – FCSQ sur l'accès des jeunes à la formation professionnelle (3)
- Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques (4)
 - Sous-comité sur la carte des enseignements professionnels et techniques (4)
 - Sous-comité sur les programmes d'études en formation professionnelle (MELS) (4)
- Comité de liaison de l'enseignement secondaire et de l'enseignement collégial (CLESEC) (2-3-4)
- Société de formation à distance
 - Conseil d'administration (3)

Partenariat

- Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF)
 - Bureau des gouverneurs (1)
- Allô prof (1-3-4)
- Comité de concertation réseaux (1-2-3)

- Comité directeur conjoint MELS – CS sur les plans stratégiques des commissions scolaires et sur la reddition de comptes (2)
 - Sous-comité sur l'organisation et le financement des services offerts aux EHDAA (3-4)
- Comité CELCO sur les gangs de rue (3)
- Comité CSQ concernant la lutte contre l'homophobie (3)
- Comité de concertation en matière de gestion des affaires éducatives (2-3)
- Comité de concertation sur le partage des responsabilités écoles – commissions scolaires (3-4)
- Commission canadienne de l'UNESCO (2)
- Commission des partenaires du marché du travail
 - Conseil d'administration (1)
 - Groupes de travail sur :
 - la formation continue (4)
 - l'intervention sectorielle (4)
 - la loi 90 (4)
 - la loi 150 et mission d'Emploi-Québec (4)
 - l'apprentissage en milieu de travail (3)
- Conseil du patronat du Québec
 - Conseil d'administration (1)
 - Comité aviseur (1)
- Éducation internationale
 - Conseil d'administration (2)
- Ordinateurs pour les écoles du Québec
 - Conseil d'administration (3-4)
- Société GRICS
 - Conseil d'administration (2)
- Solidarité rurale
 - Conseil d'administration (1)
- Réseau Villes et villages en santé
 - Conseil d'administration (1)
- Forum des générations
 - Équipe de travail pour mobiliser les efforts en prévention (1)
 - Équipe de travail pour le maintien de l'accès à des services éducatifs de qualité (1)
 - Équipe de travail sur le développement de l'école communautaire (2)
- Fédération québécoise du sport étudiant (1)

- Fonds Éducaide
 - Conseil d'administration (1)
 - Commission éducative (1)
- Groupe de travail FCSQ sur la reddition de comptes (3-4)
- Québec en forme
 - Conseil d'administration (1)
- Réseau québécois des écoles micro-entreprises environnementales
 - Conseil d'administration (3-4)
- Semaine québécoise des familles (3)
- Table de concertation sur la gestion des matières résiduelles (3)
- Table de concertation des secteurs industriel, commercial et institutionnel (3)
- Table de travail sur l'élaboration d'un guide sur la sécurité dans les équipements sportifs (3)
- Table de travail sur le plan d'intervention gouvernemental en cas de sinistre (3)
- Table de concertation – secteur éducation – Hydro-Québec (3)
- Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire (3)
- UNICEF – Comité d'éducation (1)

Pédagogie

- Comité consultatif sur le plan d'action sur la lecture à l'école (3)
- Comité directeur du projet *L'école éloignée en réseau* – CEFRIQ (3)
- Comité sur les manuels scolaires (2-3)
- Comité national de pilotage de la stratégie d'intervention *Agir autrement* (2-3)
- Comité national de concertation sur l'entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation (2-3)
 - Comité de travail sur l'organisation des services aux jeunes présentant des troubles de comportement et sur la révision des règles de financement des « places-élèves MSSS – MELS » (2-3)
 - Sous-comité sur l'accès à l'information (3)
- Comité d'orientation sur la formation du personnel enseignant (4)
- Comité de validation du Programme de formation de l'école québécoise du 2^e cycle du secondaire (3)

- Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES)
 - Conseil d'administration (3)
- Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ)
 - Conseil d'administration (3)
- Groupe de concertation en adaptation scolaire (3)
- Groupe provincial de soutien pour une approche orientante à l'école (3)
- Table permanente de concertation des bibliothèques québécoises (3)
- Table nationale de consultation sur la révision du Règlement sur l'autorisation d'enseigner (3)
- Table de pilotage du renouveau pédagogique (2-3)
 - Comité sur la politique d'évaluation des apprentissages (4)
 - Comité sur l'évaluation des changements effectués au primaire (4)

Ressources humaines

- Comité consultatif sur l'amiante (1)
- Comité de conventions collectives (3)
 - Comité paritaire sur les mesures de recyclage et de résorption (3)
- Comité de perfectionnement des cadres et des gérants (3)
- Comité de perfectionnement des directions d'école (3)
- Comité de perfectionnement des directrices et directeurs généraux (3-4)
- Comité de travail sur le recrutement des orthophonistes à l'étranger (3)
- Comité intersectorielle d'assurance longue durée FTQ (3)
- Comité paritaire d'assurance CSN (3)
- Comité paritaire d'assurance FISA (3)
- Comité paritaire intersectoriel d'assurance FTQ (3)
- Comité paritaire intersectoriel d'assurance pour les cadres (3)
- Comité aviseur sur la vérification des antécédents judiciaires (3)
- Comité des directrices et directeurs généraux (conditions de travail) (3)
- Comité consultatif des administrateurs (conditions de travail) (3)
- Comité du personnel de direction d'école (conditions de travail) (3)

- Comité du personnel de direction de centre (conditions de travail) (3)
- Comité technique sur les assurances complémentaires - CSQ (3)
- Comité aviseur de la CSST pour le projet *Défi prévention jeunesse* (3)
- Comité de concertation des représentants régionaux des ressources humaines et de la FCSQ (3-4)
- Comité de travail en vue de l'intégration au nouveau plan de classification du personnel d'encadrement (3)
- Comité de travail sur la pénurie du personnel enseignant (3-4)
- Comité paritaire national sur le règlement des griefs découlant de la loi 111 (4)
- CPNCF
 - Conseil d'administration (3-4)
 - Comité exécutif (3-4)
- Comités du CPNCF (divers sujets de négociation) (3-4)
- Comités du Conseil du trésor (divers sujets de négociation) (3)
- Groupe de travail sur les services de garde en milieu scolaire (3-4)
- Comité de travail GRICS – Réseau sur le développement du logiciel PAIE (3-4)
- Comité de soutien aux employeurs sur l'accès à l'égalité en emploi (4)

Transport scolaire

- Association internationale pour la sécurité du transport des jeunes (AIST) (1)
- Comité aviseur de la campagne de sécurité dans le transport écolier (3)
- Comité consultatif sur le transport scolaire (3-4)
- Comité sur la sécurité du transport des élèves (3)
 - Sous-comité consultatif sur les équipements (3)
 - Table de travail sur le Plan national de sécurité civile (3)
- Table nationale sur le transport scolaire (2)
- Table québécoise de la sécurité routière (1)

-
- (1) Présidence
 - (2) Direction générale
 - (3) Personnel de la FCSQ
 - (4) Représentants des commissions scolaires

AU SERVICE DES COMMISSIONS SCOLAIRES ET DU SYSTÈME PUBLIC D'ÉDUCATION

Interventions politiques

La FCSQ est sollicitée par différents ministères et partenaires pour donner son avis et sa position dans les débats politiques de l'heure au Québec. Dans cette perspective, elle a été invitée à présenter des mémoires lors de commissions parlementaires et à répondre à des consultations de divers ministères sur plusieurs sujets.

Avis de la FCSQ concernant la proposition de régionalisation du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

À la suite de la proposition de régionalisation du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, la FCSQ lui a transmis un avis faisant valoir que ce sont les organismes d'éducation qui devraient assurer la coordination des services éducatifs à l'échelle régionale (table d'éducation interordres).

Avis dans le cadre de la consultation sur la Stratégie d'action jeunesse 2005-2008

Cet avis tient compte des idées exprimées par plus de 120 élèves du secondaire issus des quatre coins du Québec qui ont participé au Forum jeunesse tenu en mai 2005 dans le cadre du congrès d'orientation de la Fédération afin de livrer leur vision de l'école et de la réussite.

Mémoire conjoint avec l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec (ADIGECS) présenté à la Commission de l'éducation dans le cadre de la consultation générale sur le projet de loi 106, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé

La FCSQ et l'ADIGECS ont donné leur appui à la vérification des antécédents judiciaires des personnes qui œuvrent auprès des élèves pour contribuer à assurer la sécurité des élèves dans le respect toutefois de la Charte des droits et libertés de la personne. Au regard des frais exigés des parents, les deux organismes sont favorables à l'adoption d'une politique de la commission scolaire à cet effet.

Mémoire conjoint avec l'ADIGECS concernant le projet de loi 95 modifiant diverses dispositions législatives de matière confessionnelle dans le domaine de l'éducation

Cette loi a pour effet de remplacer l'enseignement religieux confessionnel et l'enseignement moral par un nouveau programme d'éthique et de culture religieuse commun à tous les élèves.

Mémoire sur le projet de règles budgétaires 2005-2006 pour les commissions scolaires ainsi que sur les ressources mises à leur disposition

Le projet de règles budgétaires 2005-2006 permet de financer les coûts de système tout en introduisant une mesure pour limiter les effets de la décroissance des effectifs scolaires.

Mémoire concernant l'impact de l'ajout de 90 minutes de services éducatifs à l'enseignement primaire

La FCSQ s'est assurée que les ressources allouées demeurent transférables et soient versées *a priori* aux commissions scolaires dans le cadre de l'allongement prévu au temps d'enseignement au primaire.

Mémoire présenté au Conseil supérieur de l'éducation en collaboration avec l'ADIGECS sur la diversification de la formation au secondaire

Les deux organismes sont d'avis que la diversification de la formation comporte de nombreux avantages pour contribuer notamment à la réussite des élèves. Ils ont rappelé au Conseil le rôle important que peuvent jouer les commissions scolaires dans le développement de cette offre de formation et l'importance qu'elles disposent des ressources nécessaires pour mettre en œuvre ces projets de parcours de formation diversifiés.

Commentaires de la FCSQ et de l'ADIGECS à l'égard du projet de règlement concernant les dérogations à la liste des matières du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire

La FCSQ et l'ADIGECS soutiennent que ce projet n'apporte pas ou très peu d'autonomie aux commissions scolaires au plan des dérogations puisqu'il n'y a pratiquement pas de matières qui peuvent être supprimées. Les deux partenaires estiment aussi que la mise en œuvre de ce projet semble aller à l'encontre du principe de décentralisation mis de l'avant par le projet de loi 73.

Nouvelle planification stratégique

Un leadership accru du réseau des commissions scolaires

Lors de l'assemblée générale qui a eu lieu les 13 et 14 mai 2005 à Montréal, 319 délégués des 61 commissions scolaires membres se sont réunis pour adopter notamment une ambitieuse planification stratégique de trois ans qui vise à répondre aux enjeux majeurs auxquels sera confronté notre réseau d'éducation au cours des prochaines années. Les jeunes du secondaire ont été invités à participer à ce débat et à donner leur vision de l'école lors de la tenue du Forum jeunesse qui a eu lieu dans le cadre du congrès d'orientation 2005.

Négociations

Ajout de ressources de 100 M\$

Sur le plan des négociations, il y a eu des gains importants à signaler en faveur de la réussite des élèves comme le souhaitent les commissions scolaires: l'ajout de ressources de 100 M\$ pour aider les élèves en difficulté et soutenir le travail des enseignants, la déjudiciarisation du processus actuel, le maintien de la diminution du nombre d'élèves par groupe au préscolaire et au premier cycle du primaire dans tous les milieux, y compris les milieux défavorisés, la garantie qu'il n'y aura plus de boycott des activités étudiantes, la stabilité du personnel de soutien dans la gestion, particulièrement au chapitre de la marge de manœuvre de l'école.

Soutien important en négociations et information accrue

Cette année, la FCSQ a soutenu de façon particulière les commissions scolaires pour faire face aux diverses situations entourant le contexte des négociations des conventions collectives: tournée régionale de formation auprès d'environ 1 270 directions d'établissement sur *La négociation des conventions collectives et la gestion des moyens de pression*; production de 11 bulletins d'information *Info-Fédé*; soutien téléphonique sur l'interprétation des conventions collectives (des milliers d'appels ont été reçus); rencontres d'information avec les présidents et gestionnaires du réseau scolaire pendant la tenue des négociations.

Démocratie scolaire

Un plan d'action pour accroître l'intérêt pour les élections scolaires

Afin d'accroître la participation de la population aux élections scolaires et en suivi au plan d'action adopté par l'assemblée générale, la Fédération a produit quatre documents qu'elle a remis au gouvernement en suivi à ce dossier. Ils prévoient différentes mesures qui touchent notamment la révision de la Loi sur les élections scolaires et de la Loi sur l'instruction publique, l'amélioration du processus électoral, la valorisation des élections scolaires et des élus scolaires ainsi que l'accroissement de la démocratie chez les jeunes. La Fédération a eu plusieurs échanges avec le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et les représentants du Directeur général des élections.

Frais chargés aux parents

La Fédération développe un cadre de référence

Dans le but d'outiller les commissions scolaires au regard du projet de loi 106 (frais chargés aux parents), la FCSQ a conçu un *Cadre de référence pour l'élaboration d'une politique relative aux contributions financières exigées des parents ou des usagers* qui a été très apprécié du réseau scolaire.

Valoriser la formation professionnelle auprès des jeunes

Une priorité de la FCSQ

La FCSQ a poursuivi ses démarches de promotion et de valorisation des métiers de la formation professionnelle au secondaire auprès des élèves, des parents et du personnel scolaire.

La FCSQ reçoit 1,2 M\$ sur trois ans

La Fédération recevra 1,2 M\$ sur trois ans de la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009 pour intensifier la valorisation de la formation professionnelle auprès des parents, des élèves et du personnel scolaire.

Des centaines d'interventions médiatiques

Pour défendre les intérêts des commissions scolaires dans plusieurs dossiers d'actualité, la Fédération a mené des centaines d'interventions médiatiques. Une quarantaine de communiqués de presse ont été diffusés, contribuant ainsi à la promotion et à la valorisation de l'école publique. La FCSQ est un chef de file incontestable dans le secteur de l'éducation eu égard notamment au dynamisme de ses communications.

Palmarès des écoles secondaires

Une stratégie de communication qui porte fruit

La Fédération des commissions scolaires du Québec, en collaboration avec la Fédération des comités de parents du Québec et la Fédération des établissements d'enseignement privés, a adopté une stratégie différente à l'égard du *Palmarès des écoles secondaires* en ne le commentant plus sur la place publique. Les médias lui ont alors accordé moins d'importance. Précisons qu'on observe depuis l'an dernier un appui moins élevé de la population à son égard, 68 % en 2005 contre 74 % en 2004.

Au cœur des débats politiques

Des interventions remarquées!

Dans l'intérêt de ses membres et des élèves du Québec, la Fédération est intervenue en commissions parlementaires et à la demande de différents ministères et organismes sur divers sujets dont la Stratégie d'action jeunesse, les projets de loi 106 et 95, les règles budgétaires 2005-2006 ainsi que sur la position du MELS sur la régionalisation (relance des tables interordres).

Participation à près de 150 comités

Une présence de plus en plus sollicitée

Pour faire avancer la cause de l'éducation et des commissions scolaires, année après année, la Fédération est très active dans de nombreux comités et groupes de travail de différentes sphères d'activité. Une présence qui est par ailleurs de plus en plus sollicitée par de nombreux partenaires pour une contribution importante des commissions scolaires au développement socioéconomique du Québec.

4 000 participants aux sessions de formation

Un taux de satisfaction de 90 %, année après année

Malgré un contexte ponctué de moyens de pression, la FCSQ a quand même offert cette année 160 sessions de formation, parmi les 60 sujets proposés, à environ 4 000 participants du réseau scolaire.

www.fcsq.qc.ca

Un site des plus populaires

Le site Internet de la FCSQ continue d'être un site très populaire. Sa fréquentation progresse d'année en année. Il a accueilli pour le seul mois de février 2006, 1 880 visiteurs. On remarque aussi un nombre accru de téléchargements : 1 179 documents différents ont fait l'objet de 617 068 téléchargements alors que l'an dernier 1 021 documents ont fait l'objet de 525 646 téléchargements. Le document *Nos petites écoles - Reflet de la décroissance de la clientèle scolaire en 2001-2002* demeure le plus consulté avec ses 44 366 téléchargements. Pour ce qui est de la page la plus visitée, la palme revient à notre section *Offres d'emploi* qui a été consultée 11 105 fois au cours du mois de février 2006.

Des communications électroniques des plus efficaces

La FCSQ a procédé à diverses mises à jour de ses communications électroniques : renouvellement de la présentation du *Message du lundi*, refonte du site privé, développement d'un fil de presse des communiqués des commissions scolaires. Ces réaménagements permettent à la FCSQ d'accroître la performance et l'efficacité de ses communications avec ses membres.

PREMIÈRE ORIENTATION STRATÉGIQUE

La commission scolaire : une instance de gouvernance décentralisée, essentielle pour le développement local et régional. La commission scolaire constitue un gouvernement local de premier ordre qui a l'obligation d'offrir ses services d'éducation à toute la population de son territoire. Elle est aussi un partenaire incontournable dans son milieu. Dans cette perspective, la FCSQ a porté une attention particulière au rôle qu'elle joue dans le contexte de la décentralisation et de la démocratie scolaire.

■ RÉALISATIONS

- Poursuite des travaux des différentes tables gouvernementales. À la suite du dépôt d'un projet du MELS de relancer les tables d'éducation interordres pour en faire de véritables structures régionales de concertation et de développement, la Fédération a réagi à ce projet en faisant part de sa position au MELS et assure une veille vigilante sur tous les projets gouvernementaux visant d'éventuels transferts de responsabilités.
- Suivi des discussions entre le gouvernement et le monde municipal concernant une nouvelle politique fiscale.
- Poursuite des activités de la Fédération au sein des équipes de travail formées par le gouvernement, soit l'Équipe de travail pour le maintien de l'accès à des services éducatifs de qualité, l'Équipe de travail sur le développement de l'école communautaire et l'Équipe de travail pour mobiliser les efforts en prévention. Dans le cadre spécifique des travaux de cette dernière équipe, réalisation d'une collecte d'information auprès des commissions scolaires pour recueillir les politiques alimentaires que la Fédération a rendu disponibles à ses membres.
- Interventions de la Fédération afin de poursuivre l'adaptation des mesures budgétaires aux réalités locales et régionales et de faire valoir les commissions scolaires comme des gouvernements locaux en éducation.
- Adoption d'un plan d'action sur la démocratie scolaire. Diverses mesures sont prévues.
 - La révision de la Loi sur les élections scolaires.
 - La valorisation des élections scolaires et des élus scolaires.
 - Des modifications à la Loi sur l'instruction publique.



- L'amélioration de l'intérêt pour la démocratie des jeunes.
- L'élaboration d'orientations sur la fiscalité scolaire.
- Démarches auprès du MELS pour développer des programmes de promotion visant à valoriser la démocratie scolaire (élections et rôles des élus).
- Participation à un comité avec le MELS, le Directeur général des élections et l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSQ) pour examiner les diverses modifications à apporter à la Loi sur les élections scolaires.
- Revendications auprès du MELS pour apporter des modifications à la Loi sur l'instruction publique en vue d'y introduire des dispositions portant sur les principales responsabilités du président d'une commission scolaire et permettant à un élu scolaire de participer, sans droit de vote, au conseil d'établissement.
- Dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse, demande de financement au Secrétariat à la jeunesse pour mettre sur pied des projets visant à stimuler l'intérêt des jeunes pour la démocratie.

D E U X I È M E O R I E N T A T I O N S T R A T É G I Q U E

Une école publique au cœur de la réussite de toute une collectivité : l'école communautaire. La qualité des services éducatifs associée à une gamme élargie de services destinés au développement direct et indirect de l'élève et de la famille sont à la base du concept d'école communautaire. La Fédération a poursuivi ses actions en participant aux travaux de l'équipe de travail de l'école communautaire pour qu'un partenariat école-communauté prenne tout son sens, et ce, dans le partage des expertises, des ressources et des moyens des divers partenaires associés.

■ RÉALISATIONS

- Avec les instances gouvernementales et les partenaires, participation de la Fédération à l'élaboration du concept d'école communautaire associée à une dispensation de services éducatifs de qualité.
- Interventions de la FCSQ pour faire connaître ce qu'est une école communautaire et pour convaincre les partenaires d'y adhérer.
- Mise au point de la FCSQ quant aux actions déjà prises ou mises en place dans les commissions scolaires pour appuyer le développement de l'école communautaire.
- Insistances de la Fédération pour donner la priorité à la réussite scolaire des élèves avec l'appui de la société.
- Interventions de la FCSQ pour faire valoir la nécessité d'adapter les programmes de formation à l'enseignement des universités québécoises pour mieux former les étudiants et les étudiantes aux différentes formes d'organisation scolaire telles les classes multiâges et l'école communautaire.
- Appui de la Fédération pour l'abolition des taxes sur l'échange de services entre les commissions scolaires et les municipalités afin de favoriser les échanges et l'utilisation commune des ressources.
- Poursuite des interventions de la Fédération dans le cadre des mesures annoncées dans la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009.



T R O I S I È M E O R I E N T A T I O N S T R A T É G I Q U E

La mission éducative : une école publique qui, à travers une diversité de modèles adaptés, répond à l'ensemble des besoins des jeunes et des adultes. L'école publique accueille tous les jeunes, sans distinction, afin de les amener à une première qualification, tout en faisant d'eux des citoyens éclairés. Elle accueille aussi des adultes soucieux de venir y compléter une formation. Dans cette perspective, les commissions scolaires ont un rôle déterminant à jouer dans la réalisation de leur mission éducative et la FCSQ les soutient dans cette démarche. Cette année, plusieurs sujets ont retenu son attention dont le renouveau pédagogique, la réussite des élèves et les stratégies pour y arriver ainsi que tous les dossiers entourant l'adaptation scolaire.

■ RÉALISATIONS

- Suivi à l'implantation du renouveau pédagogique en participant aux travaux de la Table de pilotage du renouveau pédagogique.
- Participation à la validation des premiers chapitres du programme de formation du 2^e cycle du secondaire et du programme d'anglais du 1^{er} cycle du primaire.
- Suivi de la FCSQ au rapport du Vérificateur général sur l'aide aux élèves en difficulté en coordonnant notamment les travaux d'un groupe qui a déterminé des solutions à mettre en œuvre sur le plan local pour répondre aux problèmes soulevés.
- Participation aux travaux de comités portant sur le suivi et l'évaluation de la politique gouvernementale sur l'organisation et le financement des services et sur la mise en œuvre de l'entente de complémentarité avec le réseau de la santé et des services sociaux.
- Participation à la consultation de la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009. Plus d'une dizaine de mesures impliquent directement la Fédération et les commissions scolaires à titre de partenaires majeurs.
- Suivi de l'évolution du programme *Agir autrement*.
- Participation de la FCSQ aux travaux de la Table de concertation des bibliothèques québécoises et au plan d'action ministériel sur la lecture à l'école.
- Organisation d'un important colloque sur l'adaptation scolaire, *Réussir à travers nos différences*, visant notamment à mettre en valeur des pratiques innovatrices et efficaces pour les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.
- Collaboration de la FCSQ aux activités du Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ) et du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES).
- Avec ses différents partenaires, participation au développement de projets visant l'éducation à la citoyenneté et l'initiation à la démocratie des jeunes des écoles secondaires.
- Poursuite des travaux du comité de concertation responsable de clarifier le partage des responsabilités à l'égard des services éducatifs entre les commissions scolaires et les écoles.
- Conjointement avec l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires du Québec (ADIGECS), proposition d'avenues pour poursuivre le développement du service d'animation spirituelle et d'engagement communautaire dans les écoles.
- Participation de la FCSQ au sein de divers comités lui permettant de proposer des stratégies propices au développement de l'éducation des adultes et de la formation continue.

QUATRIÈME ORIENTATION STRATÉGIQUE

La formation professionnelle : une voie de qualification et de diversification nécessaire à une plus grande réussite des jeunes et des adultes et au développement des régions.

La formation professionnelle offerte par les commissions scolaires est reconnue comme étant de très grande qualité. Toutefois, le contexte caractérisé par le désintérêt des jeunes pour les métiers et la pénurie de main-d'œuvre notamment, amène la FCSQ à suivre de près l'évolution de ce secteur. Les enjeux qui ont retenu l'attention cette année : la poursuite des travaux MELS - Réseau de l'éducation et la coordination des activités liées au développement des formations qualifiantes de courte durée conduisant à une attestation d'études professionnelles.

■ RÉALISATIONS

- Réalisation de travaux et participation à des groupes de travail avec le MELS visant le rapprochement de la formation professionnelle et de la formation technique et une plus grande fluidité entre les deux ordres d'enseignement.
- Recherche et analyse de la problématique du chevauchement de certaines attestations d'études collégiales (AEC) et des diplômes d'études professionnelles (DEP) et dépôt d'un rapport au MELS.
- Dans le cadre des travaux du Comité mixte sur la formation professionnelle, accent mis sur les points suivants : l'évaluation, les plans de réussite, les formations de courte durée, l'agriculture, la promotion et la valorisation, l'articulation des programmes et la continuité de formation, le régime pédagogique et l'alternance travail-études.
- Pour répondre rapidement aux besoins de main-d'œuvre des entreprises, coordination de plusieurs travaux au plan de l'attestation d'études professionnelles des commissions scolaires qui ont mené aux résultats suivants.
 - Plus de 20 programmes sont en développement ou pourraient prochainement faire l'objet d'une étude de pertinence.
 - Chaque programme développé a fait l'objet d'un avis positif d'Emploi-Québec.
 - Des ententes formelles avec Emploi-Québec permettent d'offrir ces programmes à plus de 40 cohortes d'élèves dans 11 régions du Québec.
- Contribution à la promotion et à la valorisation des métiers de la formation professionnelle au secondaire à titre de partenaire des activités suivantes : le concours *Chapeau les filles!* organisé par le MELS, les visites d'entreprises des Manufacturiers et Exportateurs du Québec, les deux publications *Les carrières d'avenir 2006* des Éditions Jobboom et *Palmarès des carrières 2006* de Septembre Éditeur.



5 000 élèves ont participé au programme de visites d'entreprises des Manufacturiers et Exportateurs du Québec, en collaboration avec la FCSQ.

- Élaboration de projets de sensibilisation et de promotion de la formation professionnelle auprès des jeunes, des parents et du personnel des écoles dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009. À la suite des revendications soutenues, la Fédération a obtenu du gouvernement 1,2 M\$ sur trois ans pour assumer cette responsabilité.

CINQUIÈME ORIENTATION STRATÉGIQUE

Les ressources matérielles et financières : des moyens d'assurer le développement de l'éducation publique et son accessibilité pour répondre aux besoins du Québec de demain. La Fédération a poursuivi ses démarches pour veiller à ce que les commissions scolaires obtiennent le financement nécessaire pour favoriser l'accès à des services éducatifs diversifiés et de qualité et les ressources supplémentaires requises pour implanter de nouveaux programmes ou en développer.

■ RÉALISATIONS

- Participation de la FCSQ aux travaux entrepris par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport sur les règles budgétaires 2006-2007 (formation générale des jeunes, formation générale des adultes et formation professionnelle, encadrement financier des commissions scolaires et parc immobilier).
- Intervention de la Fédération pour s'assurer que l'impact financier des ajustements liés à l'application des nouvelles conventions collectives soit pris en compte dans les règles budgétaires.
- Intervention de la Fédération pour s'assurer que les commissions scolaires reçoivent les ressources supplémentaires requises pour l'ajout de 90 minutes de services éducatifs au primaire.
- Veille de la FCSQ pour que les ajustements budgétaires soient apportés afin d'assurer le financement du Régime québécois d'assurance parentale.
- Défense du principe de l'autonomie et de la responsabilité des commissions scolaires (notamment pour les ressources allouées aux investissements visant le maintien des actifs).
- Budget 2006-2007, intervention de la FCSQ sur le réinvestissement en éducation. La FCSQ déplore cependant qu'il n'y ait pas de mesures touchant la fiscalité scolaire, permettant notamment d'étaler les hausses d'évaluation imposables dans certains milieux au regard de la taxe scolaire.
- À la suite de l'adoption du projet de loi 106, élaboration d'un cadre de référence par la FCSQ afin d'outiller les commissions scolaires en conséquence.
- Poursuite des représentations de la FCSQ auprès du MELS pour que soient majorés les budgets de fonctionnement au regard de la facture énergétique.



- Poursuite des démarches de la FCSQ pour que soient compensées les commissions scolaires qui ont payé elles-mêmes le coût de leur réseau de fibre optique avant que le programme ne soit mis en place.
- Poursuite des interventions de la FCSQ au sein des équipes de travail mises en place à la suite du Forum des générations, pour régler les problèmes d'application des taxes de vente (TPS et TVQ) au regard des ententes scolaires-municipales.
- Poursuite des demandes de la FCSQ pour abolir graduellement le financement du réseau scolaire privé et transférer des sommes au réseau public afin d'améliorer les services aux élèves.
- Participation de la Fédération à la campagne de communication pour l'activation des feux jaunes d'avertissement alternatifs sur les autobus scolaires.
- Interventions de la Fédération auprès du ministère des Transports pour appuyer ses démarches afin que le transport scolaire des élèves soit des plus sécuritaires.

SIXIÈME ORIENTATION STRATÉGIQUE

Les ressources humaines : au cœur de la réussite. Les commissions scolaires sont des employeurs importants dans les différentes régions du Québec. Elles ont le souci d'offrir des services de qualité aux élèves. Dans cette perspective, la FCSQ les soutient sur le plan des activités entourant la gestion du personnel. L'année a été particulièrement marquée par les négociations entourant le renouvellement des conventions collectives.

■ RÉALISATIONS

- À titre de représentante des commissions scolaires, participation de la FCSQ au sein des neuf tables de négociation où les conditions de travail de près de 95 000 enseignantes et enseignants, de 65 000 personnes membres du personnel de soutien et de 6 250 personnes membres du personnel professionnel ont été négociées.
- Afin de mieux gérer les moyens de pression exercés par les divers syndicats dans le milieu scolaire, soutien de la FCSQ aux commissions scolaires aux plans de l'information, de la formation et de la consultation téléphonique.
- Organisation de rencontres d'information destinées aux gestionnaires des ressources humaines pour faire le point sur l'état des négociations, présenter des dossiers d'intérêt national et informer les participants des derniers développements survenus dans les dossiers de gestion des ressources humaines.
- Poursuite des efforts de concertation des directions des services des ressources humaines par des rencontres qui regroupent des représentants désignés de chacune des régions. Ces activités ont permis une concertation patronale sur les divers enjeux et problèmes vécus par le réseau scolaire en matière de gestion des ressources humaines ainsi qu'une transmission d'information additionnelle quant à l'évolution des dossiers de négociation.
- Soutien aux commissions scolaires au regard du problème de recrutement du personnel enseignant.
- Discussion et recherche de solutions avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport sur les conséquences, en termes de recrutement, de l'ajout d'une heure et demie d'enseignement au primaire à compter de 2006.
- Mise à jour de l'outil de planification des effectifs enseignants préparé par le MELS à la demande de la FCSQ.
- Participation de la FCSQ à des rencontres des comités consultatifs des gestionnaires pour discuter de la mise en œuvre du nouveau plan de classification pour le personnel d'encadrement des commissions scolaires et des problèmes découlant de l'application de la réglementation.
- Interventions de la FCSQ relativement à l'entente conclue entre le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministre de la Sécurité publique concernant la vérification des antécédents judiciaires.
- Poursuite des activités de la FCSQ dans le cadre de la confection mensuelle du rôle d'arbitrage.
- Veille pour s'assurer d'une concertation des procureurs et des gestionnaires des commissions scolaires concernés par les dossiers d'arbitrage afin de maintenir une cohésion des orientations patronales.



S E P T I È M E O R I E N T A T I O N S T R A T É G I Q U E

Des services aux membres adaptés à l'évolution des commissions scolaires en changement. Les projets de réingénierie de l'État proposés par le gouvernement, la décentralisation des services publics et la redéfinition des pouvoirs publics en région nous interpellent de façon significative sur la place que doivent occuper les commissions scolaires et les élus scolaires dans ce mouvement de révision de la gouvernance. Pour que ces acteurs importants du réseau de l'éducation puissent remplir au mieux leur mission dans ce contexte, la FCSQ leur offre une gamme de services dans les secteurs des communications, des affaires juridiques, des relations du travail et du perfectionnement.

COMMUNICATIONS

La Direction des communications et des affaires publiques continue d'assurer une importante veille stratégique sur les dossiers d'actualité qui ont un impact pour les commissions scolaires et le système public d'éducation.

■ RÉALISATIONS

- Plusieurs centaines d'interventions médiatiques de la Fédération pour défendre les intérêts des commissions scolaires dans plusieurs dossiers d'actualité touchant notamment la réforme, le financement de l'éducation, le rôle et la mission des commissions scolaires, les moyens de pression et les négociations des conventions collectives du personnel scolaire. Ces activités médiatiques ont contribué également à la promotion et à la valorisation de l'école publique.
- Développement d'une stratégie de communication efficace pour contrer la portée du *Palmarès des écoles secondaires*.
- Présentation renouvelée du *Message du lundi* (production hebdomadaire) destiné aux présidences et aux directions générales des commissions scolaires. Diffusion électronique d'une revue de presse quotidienne aux autorités des commissions scolaires.
- Refonte du site privé afin de tenir compte des besoins des commissions scolaires qui bénéficieront ainsi d'une information personnalisée mieux adaptée à leurs préoccupations quotidiennes pour une plus grande cohésion et une meilleure information.
- Lancement des travaux relatifs à la mise en place d'un fil de presse qui permettra aux commissions scolaires d'afficher leurs communiqués de presse sur le site Internet de la FCSQ.
- Soutien personnalisé aux membres, notamment dans des situations de crise avec les médias, des activités protocolaires, de reddition de comptes et des plans de communication.
- Mise sur pied d'un groupe de travail en vue de produire un guide pratique de communication des commissions scolaires pour la reddition de comptes des établissements.
- Production de quatre numéros du magazine *Savoir* sur des thèmes comme la promotion de l'école publique, la démocratie scolaire et la formation professionnelle sans oublier le numéro spécial de la rentrée présentant tous les projets soumis dans le cadre du concours des Prix d'excellence de la FCSQ.
- Dans un souci d'informer rapidement nos membres des différentes prises de position de la FCSQ, publication de 12 numéros du bulletin express *Commissaires* sur les actions politiques de la Fédération et les décisions du conseil général et de l'assemblée générale.
- Rôle-conseil dans l'organisation de sessions de formation en communications pour les commissions scolaires et conception d'un programme spécifique sur la promotion de l'école publique offert dans le cadre d'activités de perfectionnement de la FCSQ.

FORMATION

Pour soutenir ses membres et les assister dans leur fonction, la FCSQ développe et conçoit chaque année un nouveau programme d'activités de formation. La Fédération accompagne aussi les commissions scolaires dans leur processus de dotation afin de pourvoir des postes à la direction générale et à d'autres postes de cadres.

■ RÉALISATIONS

- Un nouveau programme de formation offrant une soixantaine de thèmes touchant les préoccupations des élus scolaires et les gestionnaires notamment.
- Une augmentation de près de 25 % des inscriptions des élus scolaires à l'une ou l'autre des activités de formation leur étant destinées.
- Une tournée des régions des plus appréciées avec la session *La négociation des conventions collectives et la gestion des moyens de pression* destinée aux directions d'établissement.
- Une participation qui a plus que doublé à la formation concernant la santé et la sécurité du travail. Parmi les sujets de formation les plus recherchés dans ce secteur : *L'amiante en toute sécurité, Le harcèlement psychologique au travail, La loi C-45 et SIMDUT*. À ce jour, plus de 1 300 participants y ont assisté comparativement à 514 l'an dernier.

Sélection de personnel

Accompagnement de commissions scolaires pour l'embauche de huit directions générales et adjointes et de trois cadres de service.



SOUTIEN EN RELATIONS DU TRAVAIL

La Direction des relations du travail offre une gamme diversifiée de services à l'intention des gestionnaires des ressources humaines en termes de service-conseil en interprétation des conventions collectives et de gestion de l'absentéisme.

■ RÉALISATIONS

- Soutien aux commissions scolaires pour faire face aux moyens de pression exercés par les divers syndicats :

Sur le plan de l'information

Production de 11 bulletins d'information *Info-Fédé*

Sur le plan de la formation et de la consultation

Tenue de 15 sessions d'information à l'intention des directions d'établissement et des autres gestionnaires du réseau scolaire

Soutien quotidien accordé aux gestionnaires des ressources humaines dans l'application et l'interprétation des conventions collectives (réception de milliers d'appels téléphoniques)

- Analyse des besoins actuels du réseau scolaire en matière d'aide conseil dans la gestion de l'assurance traitement et des lésions professionnelles en vue d'assister les commissions scolaires dans l'élaboration de nouveaux services adaptés à leurs besoins sur une base régionale ou locale.
- Production de données statistiques sur l'absentéisme au travail pour permettre aux commissions scolaires d'évaluer l'évolution des coûts liés à ce dossier et d'analyser l'impact de leurs actions dans ce domaine en fonction d'un certain nombre d'indicateurs.
- Tenue de rencontres de gestionnaires des ressources humaines afin de faire le point sur les enjeux et les développements survenus en matière de gestion de l'assiduité au travail.
- En vue de faciliter l'embauche de personnes faisant partie de groupes cibles depuis l'adoption de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics, soutien aux commissions scolaires afin d'assurer un lien avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.
- Poursuite des travaux avec le MELS au sein du comité de soutien aux employeurs pour favoriser l'égalité en emploi.

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Le Secrétariat général de la FCSQ offre aux commissions scolaires un service juridique de première ligne dans des domaines à la fois diversifiés et spécialisés en droit scolaire. Ce service est offert gratuitement aux autorités de la commission scolaire.

■ RÉALISATIONS

- Activités de formation destinées aux commissaires et aux gestionnaires dans les domaines suivants.
 - L'éthique et la déontologie.
 - Les procédures d'assemblée délibérante.
 - La tarification des services.
 - Le transport scolaire.
 - La gestion des ressources matérielles.
 - La taxation scolaire.
- Rédaction d'articles pour les magazines *Savoir* et *Le Point en administration scolaire*
- *Législations récentes: Loi modifiant la Loi sur le tabac et d'autres dispositions législatives et Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé*
- *Droit d'auteur - Qui détient les droits d'auteur sur une œuvre créée par un membre du personnel enseignant?*
- *La Cour du Québec, division des petites créances, et les commissions scolaires*
- *Langue d'enseignement: jugements importants de la Cour suprême*
- *Jugements récents- L'intégration scolaire: un objectif à atteindre et non une fin en soi*
- Production de nombreux avis juridiques écrits et verbaux.

RESSOURCES MATÉRIELLES

Les ressources matérielles permettent aux gestionnaires des commissions scolaires d'être à l'avant-garde de l'information quant à leurs obligations légales et par l'entremise des achats regroupés, d'obtenir à moindre coût du matériel et des articles nécessaires à la poursuite de leur fonctionnement.

■ RÉALISATIONS

- Mise à jour des chapitres suivants du *Recueil de gestion des ressources matérielles*: cadre légal régissant le domaine des ressources matérielles dans le réseau des commissions scolaires; acquisition de services spécialisés; gestion énergétique en milieu scolaire; assurances complémentaires des commissions scolaires.
- Achat de berlingots de lait-école qui a permis aux commissions scolaires d'économiser près de 25 % sur un budget d'environ 1,5 M\$.

CONCERTATION

La concertation vise à favoriser la cohésion des commissions scolaires, particulièrement sur le plan régional.

■ RÉALISATIONS

- Soutien aux commissions scolaires, notamment dans le domaine de la promotion de l'école publique et lors des cérémonies de remise de médailles de l'Ordre du mérite.
- Dans certains cas, soutien aux consultations régionales menées par le gouvernement du Québec (exemple: Stratégie d'action jeunesse) et dans le développement de partenariat avec différents organismes régionaux (santé, éducation, loisir).
- Conférences téléphoniques du président de la FCSQ avec les représentants des commissions scolaires qui siègent aux conférences régionales des élus (CRÉ).

PRINCIPAUX DOCUMENTS PUBLIÉS PAR LA FCSQ

Organisation du transport scolaire - Manuel de gestion
Mise à jour d'avril 2005
(Document 6246, 2^e trimestre 2005)

Recueil de gestion des ressources matérielles
Janvier 2005 (Document 6313)

Rapport annuel 2004-2005
(Document 6456, 2^e trimestre 2005)

Mémoire de la FCSQ sur le projet de règles budgétaires 2005-2006 pour les commissions scolaires ainsi que sur les ressources mises à leur disposition
(Document 6471, mai 2005)

Mémoire de la FCSQ et de l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires concernant le projet de loi n° 95 modifiant diverses dispositions législatives de matière confessionnelle dans le domaine de l'éducation
(Document 6473, mai 2005)

Mémoire de la FCSQ et de l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires à la Commission de l'éducation dans le cadre de la consultation générale sur le projet de loi n° 106 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé
(Document 6478, juin 2005)

Planification stratégique 2005-2008
(Document 6479, 3^e trimestre 2005)

Avis de la Fédération des commissions scolaires du Québec dans le cadre de la consultation sur la Stratégie d'action jeunesse 2005-2008
(Document 6480, juin 2005)

Démocratie scolaire
Plan d'action pour accroître l'intérêt et la participation aux élections scolaires
(Document 6481, mai 2005)

Acquisition, installation et entretien de l'équipement sportif des commissions scolaires
Guide de bonnes pratiques
(Document 6489, novembre 2005)

Commentaires de la FCSQ et de l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires à l'égard du Projet de règlement concernant les dérogations à la liste des matières du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire
(Document 6524, novembre 2005)

La diversification de la formation au secondaire
Mémoire présenté au Conseil supérieur de l'éducation en collaboration avec l'Association des directeurs généraux des commissions scolaires
(Document 6507, décembre 2005)

Mémoire concernant l'impact de l'ajout de 90 minutes de services éducatifs à l'enseignement primaire
(Document 6523, février 2006)

Position de la Fédération des commissions scolaires du Québec concernant la proposition de régionalisation du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
(Document 6522, mars 2006)

Publication de 12 numéros du bulletin express *Commissaires*
Volume 37, numéro 9 au volume 38, numéro 8

Publication de 4 numéros du magazine *Savoir*



Volume 10, numéro 4
Juin 2005
(Document 6472)



Volume 11, numéro 1
Septembre 2005
(Document 6482)



Volume 11, numéro 2
Décembre 2005
(Document 6506)



Volume 11, numéro 3
Mars 2006
(Document 6521)

RÉCIPIENDAIRES DES PRIX D'EXCELLENCE DE LA FCSQ ET DES MENTIONS D'HONNEUR

■ CATÉGORIE RÉALISATION

COMMISSION SCOLAIRE DE CHARLEVOIX

Table de prévention de l'abandon scolaire de Charlevoix



L'équipe gagnante est entourée du président de la FCSQ, M. André Caron (3^e à gauche), de M. Benoît Simard (1^{er} à droite), président de la Commission scolaire de Charlevoix, de la présidente du jury des Prix d'excellence de la FCSQ 2004-2005, M^{me} Françoise Bertrand (1^{re} à gauche), présidente-directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec.

MENTION D'HONNEUR

COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES

Groupe d'aide pour la recherche et l'aménagement de la faune (GARAF)



L'équipe gagnante est entourée du président de la FCSQ, M. André Caron (3^e à droite), du président de la Commission scolaire des Chênes, M. Alain Meloche (2^e à droite), de la présidente du jury des Prix d'excellence de la FCSQ 2004-2005, M^{me} Françoise Bertrand (3^e à gauche), présidente-directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec.

■ CATÉGORIE INNOVATION PÉDAGOGIQUE

COMMISSION SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS

Lecture et activités éducatives en duo



L'équipe gagnante est entourée du président de la FCSQ, M. André Caron (au centre), du président de la Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois, M. Gaétan Gilbert (2^e à droite), de la présidente du jury des Prix d'excellence de la FCSQ 2004-2005, M^{me} Françoise Bertrand (1^{re} à gauche), présidente-directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec.

MENTION D'HONNEUR

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

Projet multidisciplinaire sur l'image corporelle



L'équipe gagnante est entourée du président de la FCSQ, M. André Caron (au centre), de l'ex-président de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, M. Jean-Marc Crête (1^{re} rangée, extrême droite), de la présidente du jury des Prix d'excellence de la FCSQ 2004-2005, M^{me} Françoise Bertrand (au centre de la première rangée), présidente-directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec.

RÉCIPIENDAIRES DE L'ORDRE DU MÉRITE

Médaille d'or



M. Robert Bisailon a reçu du président de la FCSQ, M. André Caron, la Médaille d'or de l'Ordre du mérite pour souligner son engagement à réformer le système d'éducation à titre notamment de président des États généraux sur l'éducation et de sous-ministre responsable de l'implantation de la réforme en éducation.



M^{me} Thérèse Ouellet a reçu du président de la FCSQ, M. André Caron, la Médaille d'or pour sa carrière exceptionnelle en éducation, notamment comme directrice générale de commission scolaire et de sous-ministre adjointe au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Médaille d'argent

Pierre Asselin
Commission scolaire de Charlevoix

Ginette Avard-Forand
Commission scolaire de Saint-Hyacinthe

Paul Dancause jr
Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke

Gérald Dauphinais
Commission scolaire de la Rivéraine

Rémi Deserres
Commission scolaire des Samares

Pauline Gravel
Commission scolaire des Rives-du-Saguenay

France Lambert
Commission scolaire du Val-des-Cerfs

Micheline Laprise
Commission scolaire des Hauts-Cantons

Émilien Larochelle
Commission scolaire du Lac-Abitibi

Serge Lefebvre
Commission scolaire Marie-Victorin

Serge Mathurin
Commission scolaire de la Côte-du-Sud

Cécile Melançon
Commission scolaire de la Capitale

Jacques C. Plante
Commission scolaire du Chemin-du-Roy

Carol Saint-Laurent
Commission scolaire des Appalaches

Alain Vézina
Commission scolaire des Affluents

Monique Villeneuve
Commission scolaire De La Jonquière

Médaille de bronze

Denis Blanchard
Commission scolaire des Chênes

Jean Cloutier
Commission scolaire des Hauts-Cantons

Christiane Daoust
Commission scolaire des Sommets

Colette Delisle
Commission scolaire des Samares

Stéphane Duquette
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries

Tony Grondin
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois

Louise-Hélène Lamy
Commission scolaire des Patriotes

Réналd Leblond
Commission scolaire des Découvreurs

Linda Lefebvre
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais

Johanne Légaré
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais

Lucie Paradis
Commission scolaire Harricana

Gaston Plourde
Commission scolaire du Pays-des-Bleuets

Guy Sauvageau
Commission scolaire des Affluents

Benoît Tessier
Commission scolaire des Draveurs

Guylaine Tessier
Commission scolaire au Cœur-des-Vallées

Jean-Pierre Tremblay
Commission scolaire du Fer

Jean-Roch Tremblay
Commission scolaire du Lac-Saint-Jean

PERSONNEL DE LA FCSQ

■ DIRECTION GÉNÉRALE

Réjean Morel
Directeur général

Charles Cauchon***
Conseiller en financement
et en transport scolaire

Huguette Chabot
Technicienne en administration

Jacqueline Coulombe
Technicienne en administration

Gilbert Dumont**
Conseiller en analyse
et en développement

Carolle Dupuis
Secrétaire de gestion

Pierre Gauthier*
Conseiller en adaptation scolaire

Annie Jomphe
Conseillère en développement
pédagogique

Marie-Josée Lépinay
Secrétaire

Lise Masse
Coordonnatrice des ressources
financières et matérielles

Robert Pleau
Conseiller en analyse
et en développement

Louise Tremblay
Conseillère en financement
et en transport scolaire

Yves Tremblay
Technicien en informatique

Doris-Lynne White
Secrétaire

■ DIRECTION DES COMMUNICATIONS ET DES AFFAIRES PUBLIQUES

Denis Pouliot
Directeur des communications
et des affaires publiques

Marie Blouin
Conseillère en communications

Nathalie Masse
Technicienne en communications

Denise Ouellet
Secrétaire

Brigitte Roy
Conseillère en communications

■ DIRECTION DES RELATIONS DU TRAVAIL

Bernard Tremblay
Avocat et directeur
des relations du travail

Claire April
Secrétaire de gestion

Nathalie Avon*
Conseillère en relations du travail

Pierre D'Amours
Conseiller en relations du travail

Dominic Fiset
Avocat et conseiller en relations
du travail

Mélanie Hillinger
Avocate et conseillère en relations
du travail

Édith Lapointe
Avocate et conseillère
en relations du travail

Brigitte L'Heureux
Conseillère en relations du travail

Marie Therrien
Secrétaire

Nancy Thivierge
Avocate et conseillère en relations
du travail

■ SecrÉTARIAT GÉNÉRAL

Clermont Provencher
Avocat et secrétaire général

France Beaupré
Secrétaire

Carole Dubois
Secrétaire

Anne-Marie Dutil
Téléphoniste

Hélène Fournier
Conseillère en ressources matérielles
et en formation

Alain Guimont
Avocat et conseiller juridique

Paule Lebel
Technicienne en administration

Florence Lemelin***
Téléphoniste

Claire Morissette**
Auxiliaire de bureau

Marc-André Morissette
Technicien en travaux pratiques

Rachel Roy
Secrétaire

À noter que le quart du personnel de la
Fédération est financé par des revenus
autres que les cotisations

* Prêt de service

** Personnel contractuel

*** Personnel ayant quitté en cours d'année

MEMBRES DE LA FCSQ

- Commission scolaire des Affluents
- Commission scolaire des Appalaches
- Commission scolaire de la Baie-James
- Commission scolaire de la Beauce-Etchemin
- Commission scolaire des Bois-Francs
- Commission scolaire de la Capitale
- Commission scolaire de Charlevoix
- Commission scolaire du Chemin-du-Roy
- Commission scolaire des Chênes
- Commission scolaire des Chic-Chocs
- Commission scolaire au Cœur-des-Vallées
- Commission scolaire de la Côte-du-Sud
- Commission scolaire des Découvreurs
- Commission scolaire des Draveurs
- Commission scolaire de l'Énergie
- Commission scolaire de l'Estuaire
- Commission scolaire du Fer
- Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs
- Commission scolaire des Grandes-Seigneuries
- Commission scolaire Harricana
- Commission scolaire des Hautes-Rivières
- Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais
- Commission scolaire des Hauts-Cantons
- Commission scolaire des Îles
- Commission scolaire De La Jonquière
- Commission scolaire de Kamouraska – Rivière-du-Loup
- Commission scolaire du Lac-Abitibi
- Commission scolaire du Lac-Saint-Jean
- Commission scolaire du Lac-Témiscamingue
- Commission scolaire des Laurentides
- Commission scolaire de Laval
- Commission scolaire du Littoral
- Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
- Commission scolaire Marie-Victorin
- Commission scolaire de Montréal
- Commission scolaire des Monts-et-Marées
- Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord
- Commission scolaire des Navigateurs
- Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois
- Commission scolaire des Patriotes
- Commission scolaire du Pays-des-Bleuets
- Commission scolaire des Phares
- Commission scolaire Pierre-Neveu
- Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
- Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais
- Commission scolaire de Portneuf
- Commission scolaire des Premières-Seigneuries
- Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke
- Commission scolaire René-Lévesque
- Commission scolaire de la Rivéraine
- Commission scolaire des Rives-du-Saguenay
- Commission scolaire de la Rivière-du-Nord
- Commission scolaire de Rouyn-Noranda
- Commission scolaire de Saint-Hyacinthe
- Commission scolaire des Samares
- Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles
- Commission scolaire des Sommets
- Commission scolaire de Sorel-Tracy
- Commission scolaire des Trois-Lacs
- Commission scolaire du Val-des-Cerfs
- Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands

■ TABLE DES MATIÈRES

Rapport du président	1
Activités du président	3
Instances politiques	4
Rapport du directeur général	8
Commissions permanentes du conseil général	10
Une présence dans toutes les sphères d'activité	14
Au service des commissions scolaires et du système public d'éducation Interventions politiques	16
Faits saillants	17
Orientations stratégiques	19
Principaux documents publiés par la FCSQ	28
Récipiendaires des Prix d'excellence de la FCSQ et des mentions d'honneur	29
Récipiendaires de l'Ordre du mérite	30
Personnel de la FCSQ	31
Membres de la FCSQ	32

Coordination et uniformisation de la rédaction

Direction des communications
et des affaires publiques

Collaboration à la rédaction

Direction et personnel de la FCSQ

Conception graphique

Bleu Outremer

Impression et assemblage

Secteur de l'imprimerie de la FCSQ

Publié par

LA FÉDÉRATION DES COMMISSIONS
SCOLAIRES DU QUÉBEC
1001, avenue Bégon
Case postale 10490, succursale Sainte-Foy
Québec (Québec) G1V 4C7

Téléphone : (418) 651-3220
Télécopieur : (418) 651-2574
Courriel : info@fcsq.qc.ca
Site Internet : www.fcsq.qc.ca

Document : 6528
Dépôt légal – 2^e trimestre 2006
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Note – Dans le présent document,
le générique masculin est utilisé sans
aucune discrimination et uniquement
dans le but d'alléger le texte.



La Fédération
des commissions
scolaires
du Québec

LA FÉDÉRATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

ÉTATS FINANCIERS au 31 mars 2006

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS	2
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	3
Excédents cumulés et avoir en immobilisations	5
Bilan	6
Flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8

AUX MEMBRES DE LA FÉDÉRATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

Nous avons vérifié le bilan de La Fédération des commissions scolaires du Québec au 31 mars 2006 et les états des résultats et des excédents cumulés, de l'avoir en immobilisations et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la fédération. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Comme le mentionne la note 2, la fédération utilise certaines conventions comptables qui diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada. Le bâtiment n'est pas amorti, les acquisitions de mobilier et d'équipements sont imputées comme charges de l'exercice et les amortissements du mobilier et des équipements sont imputés en diminution de l'avoir en immobilisations.

À notre avis, à l'exception du fait que la fédération utilise certaines conventions comptables décrites au paragraphe précédent qui diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la fédération au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Société en participation
Comptables agréés

Québec
Le 13 avril 2006

RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 mars 2006

	2005-2006		2004-2005
	Réel	Budget	Réel
Produits			
Cotisations	3 708 459 \$	3 707 971 \$	3 617 178 \$
Contrats de service	43 290	46 485	43 357
Intérêts gagnés et autres produits	118 137	110 000	104 613
Coordination des régions	53 768	39 637	39 125
	3 923 654	3 904 093	3 804 273
Services rendus, subventions et activités autrement financées			
— Services-conseils aux membres, santé et sécurité du travail, soutien à la négociation et formation des commissaires et des gestionnaires	1 818 617	1 351 478	2 016 910
— Services des ressources matérielles	101 369	117 700	90 180
— Colloque sur les ressources humaines			265 997
— Congrès 2005	236 052	200 000	
	2 156 038	1 669 178	2 373 087
	6 079 692	5 573 271	6 177 360
Charges			
Assemblée générale	30 387	34 775	38 221
Conseil général et commissions permanentes	224 663	175 434	199 909
Activités régionales	341 289	341 849	334 337
Bureau de direction	63 910	59 153	56 227
Présidence et vice-présidence	163 505	164 321	164 482
Priorité et dossiers majeurs	216 395	189 836	340 828
Direction générale			
— Direction	217 724	225 434	220 629
— Ressources informatiques, financières et matérielles	332 440	416 755	376 186
— Recherche et analyse	102 471	103 530	101 867
— Activités administratives et éducatives	348 318	339 992	335 774
— Siège social	250 778	193 192	193 956
À reporter	2 291 880	2 244 271	2 362 416

RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 mars 2006

	2005-2006		2004-2005
	Réel	Budget	Réel
Charges (suite)			
Reportées	2 291 880 \$	2 244 271 \$	2 362 416 \$
Direction des communications et des affaires publiques			
— Direction	121 098	129 313	117 045
— Communications	342 860	331 046	328 350
— Affaires publiques	36 431	37 388	48 130
Secrétariat général			
— Direction	230 116	240 261	220 555
— Service juridique	93 485	89 208	82 621
— Imprimerie	144 862	155 794	149 980
— Services téléphoniques, documentation et archives	106 015	110 947	108 723
Direction des relations du travail			
— Direction	173 586	177 021	162 536
— Relations du travail et conditions de travail	344 760	371 894	322 702
— Gestion des ressources humaines	177 105	174 981	107 262
Services rendus, subventions et activités autrement financées			
— Services-conseils aux membres, santé et sécurité du travail, soutien à la négociation et formation des commissaires et des gestionnaires	1 747 491	1 296 047	1 850 848
— Service des ressources matérielles	101 369	117 700	90 180
— Colloque sur les ressources humaines			259 090
— Congrès 2005	231 065	200 000	
	6 142 123	5 675 871	6 210 438
Résultat net	(62 431) \$	(102 600) \$	(33 078) \$

EXCÉDENTS CUMULÉS ET AVOIR EN IMMOBILISATIONS

Exercice terminé le 31 mars 2006

	2005-2006	2004-2005
Excédents cumulés		
Solde au début de l'exercice		
Déjà établi	524 313 \$	544 521 \$
Redressement sur exercices antérieurs (note 3)	(30 134)	(17 264)
Redressé	494 179	527 257
Résultat net	(62 431)	(33 078)
Solde à la fin de l'exercice	431 748 \$	494 179 \$
Avoir en immobilisations		
Solde au début de l'exercice	775 865 \$	776 167 \$
Acquisition d'immobilisations imputée aux résultats	118 439	114 931
	894 304	891 098
Déduire		
Amortissement de l'exercice	104 535	94 830
Radiation de la valeur nette d'immobilisations complètement amortie ou pour cause de disposition ou de désuétude	48 189	20 403
	152 724	115 233
Solde à la fin de l'exercice	741 580 \$	775 865 \$

BILAN

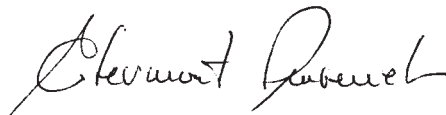
au 31 mars 2006

	2006	2005
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	603 504 \$	501 771 \$
Placements temporaires (note 2)	1 100 000	1 200 000
Débiteurs (note 4)	353 669	366 673
Frais payés d'avance	30 942	27 122
	2 088 115	2 095 566
Immobilisations corporelles (notes 2 et 5)	1 289 963	1 352 697
	3 378 078 \$	3 448 263 \$
Passif		
Passif à court terme		
Emprunt bancaire (note 6)	40 000 \$	70 000 \$
Créditeurs et charges à payer (note 7)	590 708	551 633
Revenus reportés (note 8)	882 376	864 920
	1 513 084	1 486 553
Valeur nette		
Excédents cumulés	431 748	494 179
Excédents réservés (note 9)	200 000	200 000
Avoir en immobilisations	741 580	775 865
Excédent de la valeur d'expertise du terrain et du bâtiment sur le coût	491 666	491 666
	1 864 994	1 961 710
	3 378 078 \$	3 448 263 \$

POUR LE CONSEIL GÉNÉRAL



André Caron, *président*



Clermont Provencher, *directeur général par intérim*

FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 mars 2006

	2005-2006	2004-2005
Activités d'exploitation		
Résultat net	(62 431) \$	(33 078) \$
Dépenses en capital		
— Acquisitions nettes d'immobilisations	89 989	86 480
Éléments sans incidence sur les liquidités		
— Amortissement des améliorations au bâtiment	28 450	28 450
	<u>56 008</u>	<u>81 852</u>
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 10)	65 714	(186 548)
	<u>121 722</u>	<u>(104 696)</u>
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(89 989)	(86 480)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	31 733	(191 176)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	1 631 771	1 822 947
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	1 663 504 \$	1 631 771 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et des placements temporaires moins l'emprunt bancaire.

31 mars 2006

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La fédération, personne morale au sens du Code civil du Québec, est constituée en corporation en vertu de la Loi concernant La Fédération des commissions scolaires du Québec, telle que modifiée le 3 juin 1999. La Loi permet à la fédération d'accepter comme membre toute commission scolaire sans référence au statut confessionnel ou linguistique. La fédération a pour but de promouvoir les intérêts de l'éducation à titre de mandataire de l'ensemble des commissions scolaires du Québec.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût.

Immobilisations corporelles

Le terrain et le bâtiment ont été réévalués et sont présentés au bilan à la valeur marchande établie par Diament & Associés International Inc. en date du 1^{er} mars 1982. Les additions subséquentes sont comptabilisées au coût. Aucun amortissement n'a été calculé sur le bâtiment depuis la date de la première évaluation d'expertise le 31 juillet 1975.

Le mobilier, l'équipement informatique, les logiciels et les autres équipements sont inscrits au coût. Les additions de l'exercice, imputées comme dépenses aux opérations au moment de leur acquisition, sont rétablies à l'actif par un crédit à l'avoir en immobilisations.

Les améliorations au bâtiment sont inscrites au coût; l'amortissement est imputé comme dépense aux opérations de l'exercice.

Les immobilisations amorties le sont en fonction de leur durée de vie utile respective, selon les méthodes et les taux indiqués ci-dessous.

	Méthodes	Taux
<i>Équipement de bureau</i>	Amortissement dégressif	20 %
<i>Équipement informatique et logiciels</i>	Amortissement linéaire	20 %
<i>Améliorations au bâtiment</i>	Amortissement linéaire	20 %

Instruments financiers

Les justes valeurs de l'encaisse, des placements temporaires, des débiteurs, de l'emprunt bancaire, des créditeurs et charges à payer correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2006

3. REDRESSEMENT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS

À la suite d'une cotisation du ministère du Revenu du Québec portant sur une entente de service avec une commission scolaire pour les exercices 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005, la fédération s'est vu facturer, par cette commission scolaire, une somme supplémentaire de 30 134 \$ à l'entente de service, reflétant les taxes à la consommation ainsi cotisées. Le résultat net de l'exercice 2004-2005 a été diminué de 12 870 \$, celui de l'exercice 2003-2004 a été diminué de 13 044 \$ et celui de l'exercice 2002-2003 a été diminué de 4 220 \$. En conséquence, les soldes des excédents cumulés ont été diminués de 30 134 \$ au 1^{er} avril 2005 et de 17 264 \$ au 1^{er} avril 2004.

4. DÉBITEURS

	2006	2005
Commissions scolaires et autres	337 129 \$	349 705 \$
Plan d'acquisition d'équipement informatique par les employés	16 540	16 968
	353 669 \$	366 673 \$

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	
			2006	2005
Terrain	301 000 \$	\$	301 000 \$	301 000 \$
Bâtiment	700 828		700 828	700 828
Mobilier de bureau	636 388	536 971	99 417	145 066
Équipement informatique et logiciels	358 349	226 531	131 818	120 452
Améliorations au bâtiment	142 251	85 351	56 900	85 351
	2 138 816 \$	848 853 \$	1 289 963 \$	1 352 697 \$

6. EMPRUNT BANCAIRE

La fédération dispose d'un crédit d'exploitation continu autorisé de 150 000 \$ remboursable sur demande, portant intérêts au taux de base canadien de la Banque plus 0,25 % l'an. Au 31 mars 2006, 40 000 \$ étaient utilisés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2006

7. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2006	2005
Fournisseurs et frais courus	527 851 \$	443 116 \$
Dépôts de soumission	15 000	20 000
Retenues à la source	3 112	15 939
Taxes à la consommation	44 745	72 578
	590 708 \$	551 633 \$

8. REVENUS REPORTÉS

Une partie des revenus relatifs aux activités ci-dessous est reportée à l'exercice suivant.

	2006	2005
Service des ressources matérielles	118 133 \$	217 288 \$
Soutien à la négociation et formation des commissaires et des gestionnaires	158 570	165 300
Programme Ordinateurs pour les écoles du Québec	55 065	43 748
Tables régionales des partenaires	45 413	54 564
Programme santé et sécurité du travail	340 141	251 716
Une école ouverte sur son milieu		2 158
Formation professionnelle	48 935	50 000
Services de garde		23 911
Congrès 2005		50 000
Inscriptions à la formation des gestionnaires	2 860	6 235
Colloque sur l'adaptation scolaire	113 259	
	882 376 \$	864 920 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2006

9. EXCÉDENTS RÉSERVÉS

	2006	2005
Une partie des excédents cumulés est réservée afin de protéger la fédération contre toute baisse soudaine ou progressive des résultats de ses opérations	200 000 \$	200 000 \$

10. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT

	2006	2005
Débiteurs	13 004 \$	(11 458) \$
Frais payés d'avance	(3 820)	23 415
Créditeurs	39 075	(13 741)
Revenus reportés	17 455	(184 764)
	65 714 \$	(186 548) \$

■ PUBLIÉ PAR

La Fédération des commissions scolaires du Québec
1001, avenue Bégon
Case postale 10490, succursale Sainte-Foy
Québec (Québec) G1V 4C7

Téléphone : (418) 651-3220
Télécopieur : (418) 651-2574
Courriel : info@fcsq.qc.ca
Site internet : www.fcsq.qc.ca

Document : 6535
Dépôt légal – 2^e trimestre 2006
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada